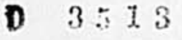
CITÉ LIBRE

Vol. 2, nos 1-2 Juin - Juillet 1952

SOMMAIRE



Quatre fois l'an 50 cents le numéro





Cité libre

Administration: 3492 rue Prud'homme, Montréal.

Vol. 2, nos 1-2 Juin - Juillet 1952

Crise d'autorité ou crise de liberté ?

... D'après vous, monsieur l'abbé, *CITE LIBRE* reflète la crise d'autorité qui sévit au Canada français, sans apporter autre chose de neuf que la formulation plus claire de certains griefs. Vous nous reprochez de n'être pas positifs, de nous retrancher dans un négativisme stérile, de souligner « en gros traits noirs les imperfections inévitables de toute autorité exercée par des hommes », sans proposer ni préparer les conditions d'une harmonie véritable entre gouvernants et gouvernés.

Le reproche est de taille. Je ne suis pas du tout tenté, comme vous le supposez bien gratuitement, de négliger votre lettre en vous « traitant d'attardé, dans mon for intérieur ». Au contraire, j'ai beaucoup réfléchi sur les quelques pages dans lesquelles vous développez cette idée. Et je viens maintenant partager avec vous ma réflexion, assuré que nous trouverons tous deux profit à cet échange.

Vous enseignez, dites-vous, dans un collège. Et vous craignez, bien gratuitement encore, que « le point de vue d'un jeune pion ne présente pas à nos yeux un très vif intérêt ». Cette fois, je vous soupçonne de contrefaire un peu votre pensée. Le « jeune pion » occupe une position d'une extrême importance et ses points de vue sur l'autorité, vous le savez bien, ne peuvent être indifférents à des hommes qui, malgré que vous en ayez, se préoccupent beaucoup de promouvoir les conditions d'une harmonie et d'une liberté authentiques. Je regrette même que vous ne me permettiez pas de citer en entier votre lettre dans la revue *CITE LIBRE* veut être un dialogue. Les « jeunes pions » à qui nous confierons nos fils y doivent faire entendre leur voix. La vôtre y trouvera un écho, à travers les citations scrupuleusement honnêtes que je ferai de votre lettre, mais combien mieux j'aurais aimé reproduire ici votre texte, ces phrases un peu décousues

mais si profondément sérieuses, « rédigées entre deux périodes de surveillance et une classe de latin ».

Vous me parlez encore de « la distance qui nous sépare » et vous écrivez les lignes suivantes: « Votre réputation d'anticlérical, j'ai peine à vous le dire, s'étend de plus en plus ». Si je ne ressentais pas si vivement ce qu'il y a de triste, d'obscur et de troublant dans cette phrase, je me contenterais de sourire. Croyez-vous vraiment qu'une telle distance nous sépare ? Nous avons le même âge. Nous avons milité à même enseigne pendant notre adolescence. Nous nous rencontrons ici pour discuter d'une chose qui nous tient également à coeur: la fidélité à l'Eglise. Quelle est cette distance? Qu'est-ce donc ou qui est-ce donc qui la crée?

Je crains bien que ce ne soit vous, quand par exemple vous interprétez comme suit je ne sais laquelle de mes phrases: « Vous croyez au renouveau chrétien amené par les laïques et par les laïques seuls, tandis que je crois pour ma part au rôle de la hiérarchie, des évêques et des prêtres ».

Voilà bien, monsieur l'abbé, le type même de l'équivoque qui crée les distances artificielles. Vous nous attribuez trop facilement une attitude moderniste, spécifiquement condamnée par l'Eglise. Vous rendiez-vous compte, en traçant ces lignes, que vous reproduisiez, à quelques mots près, le texte officiel de Pie X résumant l'erreur en question?

Mais non, monsieur l'abbé. Cela ne représente aucunement notre pensée. Il ne m'est jamais venu à l'idée d'estimer ainsi (de quel droit?) l'efficacité respective de la hiérarchie et du laïcat en matière de renouveau chrétien. Cette entreprise me paraît même du dernier ridicule.

Et du reste, la question serait mal posée. Le renouveau n'est-il pas avant tout une affaire de grâce et de sainteté? L'histoire de l'Eglise est tissée d'épisodes bien convaincants sous ce rapport. Elle nous parle d'une petite nonne, Catherine de Sienne, qui faisait au Pape de son temps des remontrances assez vives et combien méritées, cependant qu'à d'autres époques, ce sont les Papes qui, par la qualité de leur vie et l'énergie de leur action, ont renouvelé l'atmosphère de la chrétienté. Le renouveau que nous appelons, nous savons bien qu'il ne sera pas le résultat de nos articles mais du degré d'amour que sauront mettre dans leur vie tous les chrétiens de notre temps: évêques, clercs et laïques.

« Notre Eglise est l'Eglise des saints », répétait Bernanos. Et c'est lui encore qui insiste, dans un texte posthume sur Martin Luther: « L'Eglise n'a pas besoin de réformateurs mais de saints. »

Cela, monsieur l'abbé, nous le croyons profondément. Et je préviens tout de suite l'objection trop évidente qui vous vient aux lèvres: « Que n'abandonnez-vous alors ces gribouillages qui jettent le doute dans les âmes simples et qui troublent l'atmosphère de notre petite famille chrétienne? »

C'est ici, je crois, qu'il faudrait nous expliquer. C'est autour de cette objection que se nouent les problèmes de l'anticléricalisme et de l'autorité. Quand nous parlons à *CITE LIBRE* d'un malentendu qui divise chez nous deux groupes de chrétiens, c'est de celui-là, très précisément, que nous voulons parler.

Votre lettre sera-t-elle l'occasion d'éclairer un peu plus cette question complexe? Je ne me fais certes pas d'illusion sur la lumière que peut apporter un simple texte dans une question aussi grosse de confusion. *CITE LIBRE* n'a pas la prétention de tout régler par des articles. Nous avons d'autres engagements plus « positifs », qui en font foi. Mais nous croyons aussi à la recherche, aux questions posées, aux tentatives de réponses.

Accepteriez-vous, monsieur l'abbé, de tenter une expérience? Vous me parlez par exemple de la crise d'autorité que nous traversons. Je sais très bien à quoi vous songez. Le terme est à la mode depuis longtemps; on nous l'a servi à souhait. Si, pourtant, nous entreprenions de réfléchir ensemble sur les phénomènes qu'on désigne sous ce nom, mais à partir d'un autre terme et d'une autre idée, celle de liberté?

Vous me parlez, par exemple, de l'autorité civile pour laquelle les chrétiens que nous sommes ne témoignent d'aucun respect. M. Duplessis, dites-vous, mérite sans doute un grand nombre des reproches que nous lui faisons. Mais il représente tout de même l'autorité, institution divine. A ce titre, il a droit à l'obéissance, au respect des citoyens...

Ne discutons pas cette proposition. Renversons-la plutôt. Demandons-nous par exemple si les chrétiens ne doivent pas avoir un immense respect pour la liberté, privilège de l'homme, attribut que nous partageons avec Dieu seul. En face des totalitarismes de tous calibres, de l'oppression grandissante que développe l'appât du gain, demandons-nous si les chrétiens, et les chrétiens surtout, ne doivent pas être aux avant-postes de la liberté, plus sensibles que quiconque aux empiètements des pouvoirs qui la menacent.

Et discutons ensuite de M. Duplessis. Observons par exemple sa politique des octrois qui achètent le silence, des emplois qui achètent les consciences, des menaces qui paralysent les timides, des prébendes qui corrompent jusqu'aux juges. (Vous n'ignorez pas, monsieur l'abbé, qu'on achète de plus en plus facilement, dans nos cours, des jugements favorables?) Vous n'ignorez pas que notre personnel universitaire est livré au favori-

tisme politique, que le mouvement ouvrier se débat dans une camisole de force, c'est-à-dire une administration de nos lois qui équivaut à une conspiration contre la promotion ouvrière.

Nous sommes, en politique, au plus critique d'une crise de liberté aiguë. Si aiguë même que l'élection prochaine, quelle qu'en soit l'issue, n'offre aucune chance de solution. L'avènement du parti libéral ne changerait que bien peu de choses à l'emprise du capital sur les organismes du gouvernement. M. Duplessis est un symbole bien plus qu'une force. Mais en tant que symbole d'oppression, de corruption et de mépris de la justice, ne croyez-vous pas qu'il mérite d'être dénoncé?

Victime d'une crise de l'autorité, M. Duplessis, ou danger grave pour la liberté, y compris celle des hommes d'Eglise?

Tout dépend du point de vue, me direz-vous. Mais les militants engagés dans l'action, dans la résistance, auront bien du mal à s'imaginer eux-mêmes en libertaires quand l'usage de leurs libertés fondamentales leur est contesté chaque jour; ils auront aussi grand mal à voir M. Duplessis en victime. Où trouvez-vous qu'on ait amorcé dans le Québec une campagne de désobéissance civile?

Or, devant cet état de choses, où est la sainteté, je vous le demande? Vous croyez comme moi que le salut de l'homme et l'oeuvre de sa perfection se jouent sur tous les plans. Ce n'est pas seulement une affaire de conscience individuelle et de vie de famille. On nous demandera aussi des comptes sur notre attitude devant monsieur Duplessis...

N'y a-t-il pas, monsieur l'abbé, un devoir strict de dénonciation, pour des chrétiens témoins de cette corruption et professionnellement engagés au service de l'opinion? La tentation est forte de répondre par la négative. Il serait si facile de se laisser glisser dans le silence, non certes d'aller à plat ventre solliciter les faveurs du pouvoir, mais de glaner seulement au passage, avec la *dignité* des bourgeois *respectables,* les fruits d'une tolérance *mesurée*...

La sainteté serait facile, sur le plan politique, si elle n'était faite que d'obéissance aveugle et passive...

Elle le serait tout aussi bien, d'ailleurs, sur le plan de l'Eglise.

Je sais que le sujet est ici plus délicat. Vous me demanderez des preuves, si j'affirme que là aussi la liberté est menacée. Et si je tente d'en donner, ma réputation d'anticlérical s'étendra plus encore! Ne croyez pas, monsieur l'abbé, que j'accepte sans sourciller cette dernière conséquence. Je ne ferai jamais de l'anticléricalisme une pose.

Mais poussons plus avant, si vous le voulez, l'expérience que je vous proposais. L'Eglise canadienne, dites-vous, traverse

présentement une crise d'autorité. De plus en plus, l'autorité des évêques est mise en cause par les laïques. Les conseils de la hiérarchie, que l'on suivait autrefois avec une empressement unanime, font aujourd'hui l'objet de critiques souvent hargneuses. On ne s'oppose pas ouvertement aux chefs spirituels, mais on se permet dans l'intimité des propos sans respect. On se soumet officiellement, mais on rechigne dans le privé. Toute déclaration épiscopale est, pour certains esprits, à priori suspecte. Le clergé, que l'on mêlait autrefois à toute la vie de la nation, sent monter une défiance qu'il n'a jamais connue. Des étrangers de passage soulignent avec étonnement qu'ils entendent chez nous plus de propos désobligeants sur les hommes d'Eglise qu'ils n'en peuvent recueillir dans leurs propres pays, dont l'anticléricalisme est pourtant légendaire...

Admettons, monsieur l'abbé, qu'un tel tableau, un peu chargé peut-être, soit tout de même fidèle à la réalité. Acceptons-le comme tel. Mais n'oublions pas qu'il a un envers. Ce qui dans cette perspective prend nom et figure de crise d'autorité pourrait bien être aussi, d'un autre point de vue, crise de liberté.

Vous est-il jamais venu à l'esprit que des chrétiens pouvaient se sentir mal à l'aise, au Canada français, dans les cadres et les habitudes sociales actuelles de notre vie religieuse?

Il ne s'agit pas, bien entendu, de mettre en cause la discipline universelle de notre mère l'Eglise. Ce n'est pas à proprement parler dans la vie ecclésiastique que le malaise se fait sentir. Personne ne parle ici de « démocratiser » le catholicisme, d'élire les évêques ou les curés au scrutin secret! On accepte sans peine les décisions doctrinales ou disciplinaires de l'autorité ecclésiastique. Songez par exemple au dogme de l'Assomption et à l'interdiction des textes communistes. Songez encore à ce vaste apaisement des querelles paroissiales qui a marqué les dernières années. L'ère est révolue des chicanes homériques sur la location de l'église à construire et jamais la paix n'a été plus générale entre curés et marguilliers...

Non.

Mais en même temps que progressait cette paix paroissiale et diocésaine, d'autres conflits s'amorçaient. Nous avons vieilli, mûri. L'évêque peut désormais diviser une paroisse sans risquer de provoquer un schisme. Son autorité en ces matières, personne ne songe à la contester. Mais qu'il s'aventure par ailleurs sur les frontières du spirituel et du temporel, dont nos pères connaissaient à peine l'existence, et nous devenons aussitôt très inquiets.

Nous avons appris, M. l'abbé, vous comme moi, les dangers de l'aventure ecclésiastique en secteur temporel, et le poids des liaisons entre l'Eglise et les régimes de ce monde. Nous avons lu

l'histoire, celle en particulier des églises européennes au XIXe siècle. Nous savons par exemple que les masses ouvrières ont repris le chemin du paganisme sous la double poussée des doctrines fausses, explicitement condamnées par l'Eglise, et des compromissions entre catholiques et exploiteurs du peuple, compromissions qui, hélas, ne furent pas toujours dénoncées à temps.

Nous savons que l'Eglise n'a que faire d'une autorité qui n'est pas la sienne et nous savons aussi que les entrepreneurs de la politique lui confient volontiers, quand son prestige est haut, les questions épineuses qu'ils n'ont pas le courage de trancher eux-mêmes.

Nous sommes inquiets, parce que l'Eglise, au Canada français, se trouve en permanence aventurée sur cette frontière dangereuse du spirituel et du temporel. Et nous sommes inquiets, non pas en premier lieu de notre fief temporel où les clercs nous disputent l'autorité, mais des dangers qu'y court notre Mère-Eglise par la suite de leurs empiètements.

Vous me reprocherez peut-être de rester dans le vague si je tiens à ces notions générales. Aussi vais-je préciser ces remarques, pour en bien établir la portée dans notre contexte social.

N'êtes-vous pas vous-même inquiété, M. l'abbé, par le ralentissement qu'impose chez nous à l'Eglise le poids même de ses oeuvres et des richesses qui les accompagnent? Nous savons tous qu'il faut des hôpitaux pour soigner les malades, des écoles pour enseigner les ignorants, des presbytères pour loger les prêtres. Mais n'êtes-vous pas inquiété parfois des millions que tout cela engage et du poids terrible que représentent ces millions?

Nous manquons de prêtres pour évangéliser, mais des centaines d'ordonnés passent leur vie dans l'administration, occupés de placements, d'octrois et de taux d'intéret. L'Eglise poursuit à travers tout cela sa mission spirituelle, me dites-vous. Mais combien d'hommes de Dieu sont immobilisés devant des guichets ou dans les antichambres de la politique ou de la finance?

« Vous êtes des angélistes, objectez-vous. Vous oubliez que l'homme a un corps et l'Eglise un aspect temporel. » Non pas.

Nous savons bien que le caractère humain de l'Eglise entraine des imperfections inévitables, que toute incarnation d'une mystique s'accompagne d'une certaine dégradation; mais nous croyons aussi que la vigilance chrétienne doit s'exercer en ces matières et que l'aspect humain, le caractère temporel de l'Eglise, ne justifie pas toutes les compromissions.

N'allez surtout pas imaginer que cette richesse de l'Eglise nous cause scandale dans son aspect même de richesse. Nous connaissons assez bien le clergé canadien pour savoir qu'il n'est pas composé de Sybarites. Ce qui nous inquiète dans cette richesse, ce sont au contraire les besoins qu'elle crée. Un orphelinat, un

hôpital, un collège sont autant de trésors qui, de nos jours, ne laissent aucun repos au clergé qui les possède. De telles institutions confèrent à l'Eglise une vaste autorité, une influence considérable. Mais elles l'embarrassent d'autant de dettes que le clergé doit ensuite régler dans les antichambres de la politique.

Il fut un temps où l'Eglise soutenait seule nos universités, mais voici désormais les hommes de Dieu en pourparlers constants avec les politiciens et les financiers pour alimenter des caisses toujours vides. Si du moins cette politique se faisait au grand jour, ce serait un moindre mal. Elle se trame, hélas, presque toujours en coulisse. L'Assemblée législative, par exemple, vote sans discussion après que les compromis, toujours précaires, sont survenus dans l'intimité.

Les politiciens le veulent ainsi sans doute· Ce clair-obscur est leur élément naturel. Il leur profite à tout coup.

Mais qu'en retire l'Eglise? Des octrois toujours insuffisants, des limites à son indépendance, et une autorité dont elle n'a que faire pour l'exercice de sa mission propre. Elle règne sur l'enseignement, mais en propriétaire, ce qui la surcharge de responsabilités techniques, étrangères à sa mission, et compromet son influence spirituelle. Elle règne sur les oeuvres d'assistance, mais en maîtresse des lieux, ce qui ne lui laisse pas toujours le loisir d'y infuser la charité chrétienne.

Et plus encore que les soucis dont cette propriété les surcharge, la confusion qui en résulte souvent dans l'esprit des hommes d'Eglise nous paraît redoutable.

Chaque fois qu'ils traversent la frontière, qu'il s'agisse de louer ou de condamner, la liberté des fidèles se trouve menacée. L'éloge d'un politicien par un homme d'Eglise, par exemple, déséquilibre en faveur du récipiendaire les chances d'une campagne électorale. Pourquoi? Parce que les fidèles ne se demanderont pas en quelle qualité s'est exprimé l'évêque ou le prélat. De même, la condamnation d'un autre, fût-elle inspirée des raisons les plus discutables, n'eût-elle aucun rapport avec l'autorité spirituelle de l'Eglise, s'avérera désastreuse pour le personnage condamné.

Soyons clair· Il ne s'agit nullement de contester l'autorité de l'Eglise en matière spirituelle ni son autorité dans les questions mixtes où les intérêts spirituels sont en jeu· Nous ne réclamons pas le libre examen! Un ordre émane-t-il de notre évêque, où celui-ci établit clairement qu'il parle au nom de l'Eglise et lie nos consciences, il ne nous vient même pas à l'idée de le discuter. Il commande notre obéissance immédiate.

Mais la parole de la hiérarchie, chez nous, ne tire pas son autorité de la seule foi religieuse des fidèles, respectueuse du magistère ecclésiastique. Son efficacité tient aussi du pouvoir tem-

porel que représente une Eglise riche dans un conformisme social partagé même par les non croyants.

Ne voit-on pas, dès lors, comme il est facile aux hommes d'Eglise de céder à la tentation permanente de leur puissance? Ils n'ont même pas à invoquer le magistère; leur opinion toute nue, exprimée avec quelque solennité, suffit presque toujours à plier les volontés.

On voit aussi les dangers que peut courir, dans une telle conjoncture, la liberté des chrétiens. Il est facile en effet de se soumettre sans examen, d'obéir sans distinguer. L'obéissance à l'Eglise est rentable chez nous, presque autant que le conformisme politique. Celui qui cherche à voir clair, à distinguer entre le magistère de l'Eglise et les opinions des clercs, celui-là est vite taxé d'anticléricalisme. Il prend figure de rebelle. Je n'impute pas ce résultat aux seuls hommes d'Eglise: c'est toute la masse des fidèles, chez nous, qui obéit à ce conformisme. Cela n'est pas un procès d'intentions mais une simple constatation de faits.

Or, je vous le demande, monsieur l'abbé, où est la sainteté dans cette confusion? Loge-t-elle chez les conformistes? Faut-il suivre la pente et remettre tout entière la responsabilité de ses actes sur les épaules de celui qui commande? Faut-il passivement obéir sans se préoccuper de savoir si l'ordre nous lie ou nous laisse libres, c'est-à-dire responsables de motiver nous-mêmes notre décision à la lumière de notre conscience?

Il ne manque pas de conseillers pour nous recommander explicitement cette attitude. Je n'en veux citer qu'un exemple, celui de M. l'abbé Louis-Emile Hudon qui écrivait récemment, sous le titre « Obéissance à l'Eglise », (1) les lignes suivantes:

« Les fidèles dans l'Eglise auront donc un grave devoir de se rendre avec soumission, à toutes les lois, à toutes les directives, à tous les conseils du Pape et des Evêques. La nature et la mesure de cette désobéissance chez les fidèles ne sont pas déterminés par ceux qui obéissent, mais bien par ceux qui commandent et qui dirigent, les chefs ecclésiastiques. »

Et plus loin:

« Il n'appartient pas aux fidèles de faire le partage des choses, ou à régler, de leur propre autorité, quand ils doivent se soumettre ou ne pas se soumettre aux directives de l'Eglise, ou à déterminer quand il faut obéir ou ne pas obéir. »

Je ne sais pas, monsieur l'abbé, comment vous réagissez en présence d'un texte semblable. Ne dirait-on pas qu'il recommande aux chrétiens une attitude d'irresponsabilité complète? Il reste tout de même au fidèle d'éclairer sa propre lanterne, il me sem-

---

(1) « L'Enseignement », organe officiel de la Corporation des Instituteurs, janvier 1952.

ble. Ce chrétien, s'il est éclairé, connaît la juridiction propre de l'Eglise et les limites de son magistère, auquel tel évêque en particulier ne peut tout de même pas donner l'extension qui lui plaît.

« Dans les affaires municipales, dit Cajetan, il vaut mieux obéir au maire, et dans les affaires militaires au général commandant en chef, qu'à l'évêque: celui-ci n'est autorisé à intervenir que si les intérêts spirituels sont en jeu; il peut agir en ce cas-là sans mettre la faucille à la moisson des autres, il reste sur son propre terrain: autrement, non. » (1)

C'est la règle d'or des juridictions respectives, spirituelle et temporelle. Cette règle, ne doit-elle donc servir qu'à l'Evêque? Je veux bien que le chrétien soit d'une prudence extrême dans l'appréciation de l'ordre qu'il reçoit. (1) Je répète qu'un ordre formel, transmis au nom de l'Eglise, doit mettre un terme à toute discussion. (Les cas dont nous parlons ici ne mettent évidemment pas en cause la faculté dont dispose le chrétien d'en appeler à l'Eglise universelle.)

Mais si l'Evêque outrepasse sa juridiction (le « autrement non » de Cajetan laisse entendre que cela peut arriver) pour formuler sur le ton d'un ordre et sans préciser à quel titre il parle, ce qui de toute évidence ne peut être qu'une opinion ou un conseil, est-ce nécessairement pour le chrétien un acte de vertu que de se soumettre à cet ordre qu'il sait *ultra vires?*

Vous me direz peut-être que de raisonner en pareil cas est imprudent. Vous invoquerez la position éminente de celui qui parle, les responsabilités qu'il détient dans l'Eglise, la sagesse inhérente à son expérience et à sa fonction. Mais ne faut-il pas mentionner aussi les grâces d'état du chrétien laïque, ordonnées à la mission spécifique que ce dernier remplit dans l'ordre temporel?

Le chrétien doit-il se façonner de telle sorte la conscience qu'elle lui commande d'ignorer, en pareil cas, toutes les suggestions de son sens critique, de sa compétence particulière? Doit-il imposer le silence à toute objection, rejeter toutes les conséquences d'une erreur possible sur les épaules de l'autorité religieuse, et chercher lui-même dans la soumission un refuge contre les exigences de ses responsabilités personnelles?

Une telle soumission, monsieur l'abbé, m'apparaît, quand j'y songe bien, comme une démission. « La nature et la mesure de l'obéissance (à l'Eglise) ne sont pas déterminées par ceux qui obéissent », c'est vrai.

Je sais bien que l'orthodoxie a ses exigences et la responsabilité individuelle ses dangers. Mais que croit-on gagner à confondre ainsi ordres, directives et conseils, à forcer la conscience

(1) Comm. sur la 2ae, qu. 60, art. 6.

du chétien en exigeant d'elle une soumission globale, là où l'Eglise elle-même, par son enseignement éternel, la laisse libre de choisir et de distinguer?

Ce qu'on gagne en fait, c'est l'éloignement des hommes libres.

Je sais que la question est délicate et la juridiction de l'Eglise, dans les questions mixtes surtout, difficile à définir. Est-ce une raison pour simplifier grossièrement le problème? La liberté est dangereuse, mais loin de tendre, pour cette raison, à en priver les fidèles, l'Eglise au contraire s'applique à la respecter. La responsabilité laïque est dangereuse aussi, et Pie XI y voyait pourtant l'un des ressorts de l'Action catholique. Croirions-nous faire mieux nous-mêmes en déposant notre liberté « en lieu sûr », plutôt que de l'exercer?

Hélas! nous l'avons fait déjà, et ce talent caché n'a guère créé de richesses. Les chrétiens chez nous se tiennent bien cois. Ils se soumettent. Mais cherchons ensemble leur « oeuvres », ce qu'ils ont produit, par exemple, sur le plan de l'esprit.

C'est un silence prudent qui règne. Les laïques évitent les problèmes religieux. A peine pouvons-nous réunir deux ouvrages et une douzaine d'articles qui reflètent la pensée des laïques canadiens sur la situation de la foi, de l'Eglise en leur pays.

Crise d'autorité, monsieur l'abbé, ou crise de liberté? Je suis d'accord avec vous pour retenir les deux termes, double aspect d'un même phénomène.

Un mot encore.

Si, à *Cité Libre*, nous posons ces problèmes, ce n'est pas pour le plaisir de la chose. C'est, pour nous, affaire de conscience. Nous croirions trahir en taisant ces objections qui nous viennent, reflets de la crise actuelle. Quant à décider entre nous si cette analyse est « positive » ou « négative », j'y renonce. Et vous savez désormais pourquoi.

Car elle paraîtra négative à celui qui voit la situation comme une crise d'autorité. Mais pour celui qui réclame sa liberté, quoi de plus positif? Cette liberté n'est-elle pas l'une des conditions essentielles à l'harmonie véritable dont vous me parlez? . . .

Nous prions chaque jour ensemble pour la même Eglise: « *eamque secundum voluntatem tuam pacificare et coadunare* ». Cette paix et cette unité dépendent de facteurs nombreux. En premier lieu, de la grâce du Christ et de la sainteté des fidèles. Mais aussi du courage que nous déploierons à regarder nos problèmes en face pour en rechercher ensuite les justes solutions. Quant à l'atmosphère pacifique de notre « petite famille chrétienne », il faudrait être bien aveuglé pour en respecter la « tranquillité », celle du moins qui résulte de confusions injustement tolérées.

Gérard PELLETIER.

Pour une dynamique de notre culture

NOTE

On n'a jamais tant parlé que ces derniers temps de la survivance au pays du Québec de la culture française. La création de Facultés universitaires de culture et de civilisation canadiennes-françaises, le prochain Congrès national de la Langue française et la célébration du centenaire de l'Université Laval — pour ne citer que ces exemples, ont déjà provoqué une inflation considérable de la rhétorique traditionnelle.

Cete rhétorique commence à donner de la voix et à exploiter les clichés les plus classiques de l'arsenal traditionaliste: « fidélité à la tradition française», «hautes valeur de notre patrimoine culturel», «héritage sacré de la religion, de la langue et de nos droits». A propos de culture, elle prononce les sentences les plus académiques et use des figures de style les plus abusives, telles que «mission providentielle du Canada français» et «renaissance de la civilisation française en Amérique ».

S'agit-il bien d'un simple artifice de rhétorique et d'une brusque flambée d'éloquence, ou d'une grave inflation du langage et d'une dévaluation de la réalité qu'il représente, ou est censé représenter? Que cachent les mots, de promesse ou de désillusion? Il serait peut-être opportun de les interroger, depuis le temps qu'on les emploie sans référer à la validité de leur signification. Car précisément cette réalité n'est pas indifférente à ceux dont le métier est d'appliquer leur recherche aux choses de l'esprit. Les trois textes qui vont suivre ne se présentent pas comme des études exhaustives, destinées à cerner, définir et classer un problème ou une question particulière, mais comme une suite d'observations sur certaines données et conditions de l'avenir culturel du Canada de langue française. Ils sont nés spontanément de dialogues sur des préoccupations très diverses en apparence, mais communes par la recherche qui les anime. A ce titre ils appartiennent à l'hypothèse de travail.

Leurs auteurs s'efforcent de mettre en lumière, par des réflexions parallèles qui tantôt divergent et tantôt se recoupent, quelques aspects de notre vie intellectuelle, morale, religieuse, politique et sociale. Ils n'entendent pas tirer de conclusions définitives d'indications provisoires qui ne sont, dans leur pensée, que les premières étapes vers une enquête plus large ou un examen

plus approfondi embrassant toute la réalité du problème de la culture et de notre avenir spirituel, et qui pourrait être une des tâches de *CITE LIBRE*.

M. B.

I

Sans cesse rappelé à la conscience de soi par une philosophie pleine de soucis d'ordre culturel, notre peuple périclite pourtant dangereusement dans sa culture.

Cette aberration historique progressive est inconsciente parce qu'insconsciente est l'erreur philosophique qui en est cause. Elle est soustraite au regard notamment par la couverture même des enseignements dispensés, c'est-à-dire par l'illusion de l'idéalisme.

La décadence dont il est ici question, ce n'est pas celle, banale, que l'on doit imputer à des causes extérieures, par exemple aux facteurs de contamination par l'étranger; non, il s'agit d'une erreur d'intelligence et de vie, et d'une très grave erreur d'enseignement, que l'on peut préciser ainsi: la culture a cessé de savoir où se trouve l'homme réel, quelles sont ses puissances et quoi lui révéler de désirs et de forces sous les espèces de l'idéal; notre culture a totalement négligé de fouetter les puissances de l'homme.

Mais de quelles puissances s'agit-il? Répondre directement à cette question serait risquer de le faire en termes abstraits. Il vaut mieux signaler quelques déficiences, qui situent mieux que les définitions les problèmes de la culture: la faiblesse de nos élans politiques, leur rareté, notre peu d'ambition, notre honteuse indifférence à l'égard de l'ignorance, notre laisser-aller, notre paresse critique à l'égard des institutions, notre conformisme idéologique, notre indiscipline personnelle, notre peu de force offensive (par exemple: sur le plan personnel, pour réaliser une oeuvre), notre complexe juvénile à l'égard de l'autorité et, corrollairement, notre manque foncier d'indépendance et partant de conscience et de virilité; notre amour d'un traditionalisme absolument insupportable pour l'esprit; notre consentement universel à vivre dans l'imperfection de foi; notre bénignité; notre docilité, etc.

Notre culture est construite d'une part sur une extraordinaire indifférence de regard pour ces réalités et, d'autre part, sur la

présentation d'une philosophie de haute tradition, soi-disant fondée sur la « connaissance de l'homme », étiquette notoire de toute une science constamment débordée par l'investigation moderne. Nous sommes un peuple qui, par l'idée, a singulièrement désappris l'homme.

Mais indiquons par des observations un peu plus immédiates le vaste mécompte d'une philosophie indigène qui, prétendant enseigner la culture, ne connaît point que chez nous la culture est dans une condition mortelle.

L'impasse de notre culture n'a guère fait jusqu'ici l'objet de notations critiques que sur des points d'importance seconde et de l'ordre des conséquences, comme la pénurie d'oeuvres littéraires ou nos échecs en politique nationaliste. Du reste, ces observations étaient généralement de simples expressions de regrets. La littérature morale et politique, dans ses oeuvres maîtresses, omettait de remettre en question notre culture; elle ne la regardait pas dans ce qu'elle est devenue, mais dans ses sources. Nous nous sommes engagés, depuis cent ans, dans une baisse culturelle dont les lettres, même littéraires, ne rendent pas le compte le moindrement adéquat, bien que cette crise équivaille à un échec historique. Les ouvrages traitant de notre situation font une grande place à la conjoncture extérieure, aux difficultés de notre économie, par exemple; mais l'âme du peuple, et plus encore celle de l'individu, son degré actuel d'énergie, de courage, d'indépendance, d'intolérance de l'injustice, de possession de soi, de liberté, d'usage de la liberté, de hardiesse intellectuelle, de personnalisme, d'autonomie intérieure, de volonté, de force d'âme, de sens de la conquête, de passion, ne font pas l'objet d'analyses et surtout ne fournissent pas le sujet de mouvements idéologiques majeurs. On ne se préoccupe pas davantage de capter les courants historiques ou idéologiques qui pourraient contribuer à nous libérer. On nous a enseigné l'histoire profane et la morale de l'Eglise; mais autant dégageait-on de leçons claires de ces études, autant le problème de culture de tout un peuple, lié non pas à son idéologie ou à son passé, mais à ses réalités et particulièrement à ses réalités intérieures, demeurait-il sans solution. Non seulement demeurait-il sans réponse, mais c'est avec stupéfaction que l'on constate qu'il n'est même pas posé. La littérature n'a pas examiné notre problème moral; elle s'est contentée de formuler l'idéal omnivalent du salut, ce qui naturellement ne relève pas de l'observation et ne fournit pas non plus de soi les représentations neuves, multiformes, énergétiques, dont la culture a tant besoin.

Notre enseignement moral, politique, journalistique, universitaire, est à caractère nettement essentialiste. Indépendamment de ce qu'a pu nous apprendre la philosophie contemporaine sur

l'existentialisme et sur d'autres sagesses qui ont rompu à des degrés divers avec ce que l'essentialisme peut comporter de tyrannique, il reste que, sur un plan purement empirique, le fait suivant appelle l'attention: notre culture se pose les problèmes de la loi (le nom même du journal le plus représentatif de notre pensée et *le Devoir*), mais ceux de l'existence lui sont à peu près étrangers, c'est-à-dire: tout ce qui importe en deçà de la loi, en deçà du bien et du mal, en nature, en vitalité, en vertus si l'on peut dire autonomes, en qualités traduites par les littératures, en capacités qui font la vigueur fondamentale du type humain. Et de fait, nous accusons une déficience notable en cette nature, cette vitalité, ces vertus, ces qualités, ces capacités. Ces choses ne sont peut-être pas indifférentes à nos jugements individuels, mais elles le sont assurément à notre culture. Notre culture comporte très peu d'impératifs antémoraux, bien que le rôle en soit immense et qu'aucune société ne puisse s'élever vraiment dans l'échelle des êtres collectifs sans les puissantes suggestions d'un idéal à hautes doses d'appels directs à l'existence.

Il est pourtant un fait curieux: c'est que les propos sur notre délabrement, disons psychologique, courent les rues; ils abondent dans les conversations privées. Mais, chose dès lors plus singulière encore, les oeuvres ne saisissent pas cette matière de réflexions. L'observation de nos auteurs s'est exercée sur les situations (école historique, économique) et leur sagacité sur des problèmes de scolastique (école philosophique traditionnelle).

Explications, leçons, alarmes, ne se rapportaient point à la psychologie nationale, à l'âme actuelle, qu'il se fût agi pourtant d'entraîner et d'assaillir de multiples façons notamment par l'ironie. Peuple qui n'a point eu d'ennemis intellectuels. Petit classicisme qui n'a pas eu d'adversaires spirituels. Point de maîtres, non plus, qui aient, d'enseignement ou d'exemple, renouvelé le coeur. Ce peuple est en rupture de tout savoir des enseignements divins ou profanes qui recommandent la violence et qui de là promettent la possession. Nous sommes sans maîtres qui nous eussent parlé de l'âme et de ses énergies extrêmes, et nous sommes sans culture qui nous mettrait, par la seule ambiance, à une exaltante proximité des biens surnaturels, temporels, intellectuels, des biens de poésie, des biens de l'action, des biens du vivre, enfin. Nous sommes sans critique historique de l'âme nationale et une vivante philosophie nous manque à tous égards, quoi que puisse laisser croire notre formulation philosophique traditionnelle.

En un vague rapport avec la décadence de la culture nationale se sont bien élevées une certaine littérature militante et une affirmation philosophique, il est vrai, mais elle n'en tiennent pas

compte comme telle et ne la rencontrent pas sur le terrain dialectique. Si bien que notre pensée est à cet égard purement symptomatique. Elle dérive indirectement de notre crise culturelle, qu'elle sent obscurément, sans toutefois fournir réponse. Elle exprime un malaise, une inquiétude, un sentiment de l'erreur et de l'impasse, qu'elle traduit, indirectement, maladroitement, d'une manière substituée, par habitude, par inconscience, sur les thèmes de la pensée nationaliste. C'est un indice très visible de notre insuffisance dialectique que de voir une crise culturelle s'exprimer, sur le plan de la réponse théorique, par le regonflement incessant des mêmes idéaux. (1) A toute crise, même économique, répond chez nous la recristallisation automatique d'un système à peu près invariable. Rien d'étonnant: dans un pays où la tradition est sacrée et la pensée rare, c'est la tradition que l'on charge de représenter à toutes fins le réel. C'est elle qu'on a sous la main et c'est par ailleurs elle qui, de son chef, se proclame l'image de la réalité et l'arme du bien. Une répétition indéfinie des mêmes propositions, indépendamment de toutes conditions nouvelles, dans l'ignorance culturelle de ces conditions, à distance de toute chance d'une philosophie nouvelle, est donc à prévoir à partir de là dans ce cercle. Dans une telle conjoncture, nous assistons au déballage périodique et obstiné de ce qui, aux termes de la tradition, est toujours considéré comme *le* remède, comme *la* solution, suffisante, complète, et que seule, paraît-il, la malice des hommes empêche de prévaloir pour produire ses bienfaisants effets. (Un pareil point de vue identifiait la pensée des catholiques européens, vers 1848, en présence de l'esclavage industriel, comme nous l'observerons plus loin.) (La malice des hommes est un des sujets de méditation les plus essentiels, les plus intimement implicites de la pensée nationaliste: il serait pourtant plus juste de concevoir que l'égoïsme humain — les nationalistes se rendent-ils compte à quel point ils y pensent? —

(1) Le nationalisme, chez nous, est une faible ébauche de mouvement vers le pouvoir. Il ne convoite cependant pas le pouvoir; il existe comme un pouvoir abstrait et méditatif en marge du pouvoir réel et actif, et chacune de ses recrudescences représente un mouvement instinctif, mais aveugle et tout à fait irrésolu vers le pouvoir. Etat abstrait dans l'Etat réel, ce qu'il cherche, ce n'est pas la réponse réelle aux problèmes, mais la réalisation, d'ailleurs négligée, de ce qu'il est le plus profondément lui-même : un Etat préfabriqué, que le pouvoir réaliserait dans les faits, tel qu'il est, avec sa philosophie et ses formes de toujours; et il croit que bien des problèmes se régleraient par son accession au pouvoir. Ce bizarre phénomène politique est d'autant mieux explicable que nous demeurons fort peu accessibles à la pensée, laquelle briserait sans doute ces formes trop conservées. Aux problèmes, nous répondons par un Etat, et cet Etat n'a même pas la vigueur de se réaliser. Ce phénomène n'est pas pour peu dans la fixation de l'appareil idéologique qui sous-tend nos quelconques projets politiques, ni dans l'arrêt de notre pensée tout court.

n'est pas tant en cause que leur philosophie de l'action, leurs buts, leur inspiration, leur formation culturelle et leurs méthodes.)

Littérature militante et positions philosophiques réaffirment à toute force les principes et les buts traditionnels. C'est que l'on sent bien que la décadence menace, entre autres choses, les formes héritées de culture. Notre volonté de maintenir ces formes nous fait aisément nous représenter cette décadence comme l'ennemie spécifique des idéaux traditionnels. Cela provoque une défense spécifique des formes classiques, une défense spécifique *par* ces formes. La décadence morale (et culturelle) est combattue par l'énoncé insistant de la morale reçue. Ce que la culture traditionaliste appréhende de la décadence, ce sont ses manifestations contraires à la morale traditionnelle: impossible en effet pour l'Eglise de ne pas constater le matérialisme grandissant, les sept péchés capitaux et tout ce qui offense son enseignement. Mais, justement, c'est en tant que la morale reconnue subit une atteinte que des protestations s'élèvent et que l'on émet des directives. C'est alors la prédication traditionnelle qui s'ébranle. L'atteinte même l'exaspère et la valorise exclusivement. La crise de culture est interprétée sur le plan individuel et comme la conséquence d'une infidélité à des règles connues et codifiées; sous la juridiction, par conséquent, d'une prédication classique selon ces règles. Elle ne pose donc pas de problème neuf et spécifique au jugement traditionaliste. Cela fait qu'une civilisation entière peut lentement se dégrader sans que la pensée consente à voir le mal ailleurs que sur un plan où l'on puisse faire référence aux normes classique. D'où l'anachronisme et la réaction. D'où le fait signalé plus haut: nul n'a décrit notre crise de culture; nul n'en a saisi dramatiquement l'incidence historique en marge de nos intérêts idéologiques traditionnels. Ceux-ci répondent en leur propre nom, et c'est tout. Ils n'ont aucune imagination.

Un parallélisme frappant au phénomène que je viens de décrire existe dans le domaine proprement national et politique. Là encore, la décadence émeut des énergies. Le nationaliste déplore des faits et des états qui sont bien de nature à le frapper: l'inertie politique du peuple, qui lui fait rater ses campagnes électorales, par exemple, cela lui saute aux yeux. Mais cette constatation tourne au profit de la prédication traditionnelle de l'idéal nationaliste, et il repart en guerre pour son système. Ici encore, une authentique observation du réel subit l'annexion au bénéfice d'une pensée faite d'avance. S'il a remarqué l'inertie populaire, cela, par exemple, ne le conduit pas à la révolte contre la culture régnante, ni même à l'examen critique de cette dernière, mais au contraire à l'affirmation en vrac et redoublée de celle-ci et à la confirmation de tout l'édifice qui la conserve. Les déclins cultu-

rels ne nous poussent pas à discuter mais à réaffirmer les objectifs de la tradition. Un phénomène de cette nature se produisit en Europe vers le milieu du siècle dernier à propos de l'industrialisme et de la réduction des masses en esclavage: la chrétienté poursuivait un enseignement de justice et de charité excellent en principe mais périmé dans ses méthodes, tandis que s'imposait une action carrément révolutionnaire. Bref, les défenses qu'on oppose aux conditions régnantes s'exercent dans le sens des lieux communs. C'est ce qui fait qu'une certaine technique de la résistance paraisse suffire à une collectivité que l'on croit par ailleurs assez armée sur le plan des idées.

Voici en particulier un petit exemple qui en dit long sur ce qu'on pourrait appeler le subconscient idéologique de notre milieu: la fondation des Jeune-Canada en pleine crise économique; mouvement dont la signification était avant tout nationaliste et qui fut très préoccupé des questions de langue et de nationalité: problèmes intempestifs, s'il en fût, à cette époque-là. Le sens de cet épisode s'avère plus criant encore si l'on rappelle son retentissement et le souvenir qu'il a laissé par comparaison à certain mouvement, fondé vers le même temps mais saisi des véritables problèmes de l'époque, et aujourd'hui complètement oublié. Mais à quelle protestation véhémente, autre qu'athée et communiste, la crise économique donna-t-elle lieu? Nous pouvons juger du peu que nous réalisâmes alors pour la culture au peu de ce qui est resté, dans le lyrisme politique, dans le lyrisme populaire, de cette période d'infortune publique et à la réapparition naïve, en corrollaire, durant ces temps terribles, des thèmes intacts de la pensée nationaliste rebattue du XIXe siècle. Nous n'interprétâmes alors aucunement la misère universelle et l'insupportable épreuve de notre propre ville. Nous manquions à ce point de lecture et de violence, d'observation et de pathétique, que les malheurs de la crise ne suffirent point à nous pousser à contre-affirmer dans nos frontières, avec la passion qui s'imposait, l'injustice d'un système économique qui ne s'était jusqu'alors pleinement caractérisé que par l'oppression qu'il avait fait peser ailleurs sur une vaste partie du globe.

Dans la même perspective, on peut trouver qu'au temps actuel, au carrefour économico-politico-philosophique du monde, la pensée traditionnelle, du moins chez nous, fait une lourde concurrence à toute introduction d'une pensée neuve, comme ce fut apparemment le cas durant la crise. Elle draine une somme considérable d'intentions et opère une diversion idéologique telle qu'il paraît peu probable que le mouvement révolutionnaire, qui s'impose par l'univers entier, puisse s'amorcer ici; et non seulement ce mouvement, mais aussi les approches modernes du problème de la culture.

Cependant par quels indices sommes-nous amenés à nous poser le problème de la culture, quand notre héritage doctrinal demeure si élevé, quand notre histoire semble nous poser surtout des problèmes économiques, et quand, au surplus, presque personne dans nos classes dirigeantes, ne semble s'être inquiété de questions dont l'expression n'apparaît pas dans nos doctrines et que ne suggèrent pas les situations extérieures classiques?

Ces indices, comme je l'ai déjà laissé entendre, sont d'ordre psychologique La culture d'un peuple, c'est, avant tout, si l'on peut dire, son état psychologique. La culture s'exprime essentiellement par un état psychologique qui en est la résultante et qui en est aussi le barème: on la juge à la psychologie qu'elle détermine. C'est pourtant là un point de vue qui ne nous est pas coutumier. L'étranger, lui, et même notre compatriote anglo-saxon, nous jugent sur cette mesure. Ils s'étonnent, par exemple, de tel ou tel trait de docilité juvénile, ou de passivité; puis ils regardent notre pensée, pour la critiquer. Mais quant à nous, s'il est vrai que nous nous arrêtons quelquefois à deviser sur nos lacunes de caractère, il ne nous apparaît guère que nos observations mettent notre culture en cause.

Il s'agit en effet de savoir ce que notre pensée a fait de nous. Il s'agit de voir le type d'hommes qu'elle a créé. Ce qu'on regarde d'abord d'un tel point de vue, ce n'est plus la doctrine ou l'idéal d'une collectivité, mais ses réactions primaires, son comportement direct, la réponse décisive de son être noble ou vil, fier ou honteux, sceptique ou assuré, sa musculature, ses dominantes pour le succès ou pour l'échec, la vigueur et la promptitude de son effort, son mépris des obstacles ou sa timidité. Coup d'oeil direct, vision de l'existence même. Nous n'avons pas ce coup d'oeil. Notre culture est même caractérisée par l'absence de ce regard volontaire, de cette intuition réaliste, de cette notion de l'homme absolument dépouillée, pour l'instant, de toute super-structure.

D'où vient que, si révélateur et si riche de critique révolutionnaire en puissance, ce point de vue, indispensable à toute pensée vivante, nous soit étranger? Comment concevoir que tout un peuple pense sans même regarder la pierre de touche de sa pensée: sa propre âme? C'est peut-être que beaucoup d'idées, de projets, de méthodes et d'institutions sont menacés par le redressement qui s'ensuivrait.

Tout se passe comme si, à la faveur de la présence abstraite de notre idéologie, nous nous fussions oubliés nous-mêmes et que notre histoire, se croyant préservée par la doctrine, se fût déroulée dans la plus parfaite indifférence de ce qu'il pouvait advenir de notre culture réelle, concrète. Nous avons notamment méconnu ce qu'il advient de la capacité d'un peuple qui

croit pouvoir être éduqué sans de fortes images de la valeur profane.

Nous languissons d'une maladie mortelle du caractère. Or, la réalité culturelle présente d'un peuple en rapide déclin psychologique et moral ne doit plus être masquée par le culte mal à propos de ce qu'il traînasse comme idéal. Sa réalité culturelle actuelle doit être la première image que l'on se fasse de lui. Elle doit donner de singulières alarmes comme provoquer des résolutions en rapport avec le problème de créer des hommes et des choses dans un contexte historique qui se refuse à y aider.

Notre culture à venir, que l'on cherche à assurer par des mots d'ordre de fidélité au passé, par une sagesse placide, précautionneuse, et par des formules usées jusqu'à la corde, dépend strictement d'une sorte de révolution psychologique.

Toute philosophie morale, tout essai de transmutation des valeurs, toute tentative d'action sur le pouvoir civilisateur et réalisateur d'un peuple, est un effort pour influencer sa psychologie ou pour changer les conditions qui influencent celle-ci. Ce seul aperçu suffit à laisser entrevoir l'importance d'un point de vue qui s'inquiète des réactions caractérielles d'une société, de sa réponse psychologique; importance particulièrement évidente pour une pensée collective toute entière réfugiée dans l'idée qu'il faut sauver certaines idées.

Sans doute, de multiples nécessités sont, de leur nature, antérieures à un idéal culturel nouveau, et il ne faut pas perdre de vue le rang dialectique du problème culturel. Il est par suite indispensable de comprendre qu'une révolution psychologique dépend elle-même d'une étonnante révolution dans les entreprises, et d'orientations historiques nouvelles, en accord avec la dynamique du monde contemporain et même précédant celui-ci, duquel on ne prendra jamais une vue assez audacieuse. Le problème culturel dépend aussi de l'introduction, dans notre pensée, d'une liberté inconnue jusqu'ici, et de plusieurs autres facteurs. Il est sous l'empire de conditions politiques, économiques et techniques redoutables; et, de cet angle, notre situation donne peu à espérer. Mais il se traite aussi à son mérite, et une culture contrainte, rétrécie, contenue, brimée, offre mieux qu'une autre, d'une manière isolable, son problème spécifique. Plus qu'une autre qui aurait atteint et dépassé ses dimensions dans tous les sens et qui souffrirait d'âge, de raffinement et de surabondance, elle est susceptible d'une influence libératrice.

Il faut être affamé d'existence. Notre culture réclame pardessus tout cet impératif.

Pierre VADBONCOEUR.

II

La nature des observations critiques de Pierre Vadboncoeur, le sens de ses intuitions sur l'idéalisme de notre culture traditionnelle, l'effort de son expérience personnelle pour établir avec la réalité historique un rapport fécond, une relation organique et vivante entre l'homme et sa pensée, la difficulté même qu'il paraît éprouver à définir et à situer cette relation, tout dans son étude m'invite à penser qu'un pessimisme fondamental anime sa conception de notre avenir culturel.

Si peu conforme à la tradition des idées reçues, cette vue de l'esprit est de nature à exciter la vertu de doute et à gêner notre confort intellectuel. C'est qu'elle propose directement un examen de nos certitudes, que seule la paresse de l'esprit nous permettait de différer en toute bonne conscince. Elle formule implicitement cette grave question: Est-il possible d'espérer au Canada français un épanouissement spirituel de l'homme dans les conditions qui sont faites à la culture?

Il ne s'agit pas seulement de savoir si nous allons assister à la transformation de la tradition gréco-latine et chrétienne d'inspiration française, notre conception de l'individu et de la société nie essentiellement ce temps psychologique du bonheur, de la passion et de la gravité à l'intérieur duquel cette tradition s'est épanouie. Mais bien d'examiner si la notion de personne humaine, cette assise de la civilisation européenne d'occident, ne va pas se dissoudre et s'évanouir au contact de notre milieu sociologique naturel, celui du fait américain. Notre culture donne aujourd'hui des signes inquiétants d'affaissement intellectuel et moral; c'est qu'elle traverse une crise d'abaissement des valeurs les plus stables, traduite aussitôt par le désarroi de l'action intellectuelle. Plus immédiatement, il s'agit de préciser ce qui justifie les intellectuels d'élever la voix pour défendre la liberté de penser, et empêcher que leurs travaux ne soient frappés de vanité, d'invalidité absolues. N'y a-t-il qu'une illusion dans l'espoir et la vigilance des quelques justes qui ne sont pas résignés à cultiver tranquillement leur jardin? Ou faut-il nous supposer l'énergie suffisante pour transformer jusqu'à la création d'une culture vivante et autonome cet héritage traditionnel en pleine décadence? Pierre Vadboncoeur incline à penser que cet espoir n'est pas permis.

Mais, paradoxe apparent, ce pessimisme courageux et réfléchi n'invite pas à la démission de l'esprit. La volonté de réforme est trop évidente dans cette analyse de notre réalité spirituelle qui s'efforce de ne point prendre appui sur de purs sentiments. Et précisément la valeur d'une telle volonté de réforme tient dans le refus de la tradition qui porte par lui-même un jugement sur la culture traditionnelle — à laquelle Pierre Vadboncoeur oppose ensuite une fin de non recevoir, et ce jugement qui constitue un effort de la conscience pour rattacher le dynamisme de la culture à une continuité historique réelle et profonde. Convaincre la culture d'idéalisme, c'est diagnostiquer que cette culture souffre d'une maladie mortelle. Qu'est-ce enfin que l'idéalisme de la culture, sinon la rupture permanente instituée entre l'homme et sa pensée? Il est aisé de vérifier le phénomène, observable à toutes les phases de la vie intellectuelle: notre culture a perdu toutes ses vertus de contradiction, de recherche, de critique et de méditation. Elle est à un point incroyable dénuée de passion pour la vérité. Coupée de tout courant fécond de pensée, hostile aux grands mouvements spirituels de l'extérieur, indifférente aux tentatives de redressement et de rajeunissement de l'intérieur, elle s'installe dans le souverain conformisme. A défaut de s'alimenter et de se revivifier, elle s'identifie un peu plus avec l'enseignement officiel. Quand une culture entre au musée des institutions, elle court un grand danger d'académisme et il faut craindre pour elle le péril des manuels. C'est le sort commun aux civilisations mortes que celui des facultés universitaires. La récente création d'une chaire de civilisation canadienne-française nous permet de mesurer dans toute sa force le mythe de la tradition.

L'histoire de notre culture se confond avec celle du catholicisme. Il est capital, pour comprendre l'importance du phénomène, de se rappeler qu'issue d'une Eglise nationale, établie en fait sinon en droit, cette culture est devenue le prototype de la culture fermée. Cet événement, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences funestes pour l'avenir de l'esprit, a donné naissance aux deux plus grands mythes de notre histoire: ceux de la cité chrétienne et de l'état nationaliste, inspirés par le même courant d'intégrisme traditionaliste. Au moment où le plus grand nombre des clercs rêvaient d'instaurer le césarisme d'une cité temporelle de type médiéval, une large faction des laïcs ambitionnaient de conserver au Québec les principaux caractères sociologiques, sinon politiques, d'une nation-état française de type européen. C'est à l'origine de ce double raidissement que la résistance a sauvé les valeurs de culture et les libertés civiles et religieuses. Mais la dialectique traditionaliste a survécu à la nécessité de l'histoire. Elle a été si bien entrainée à identifier dans la fidélité à

la tradition les domaines de la culture, de la politique et de la religion, que les valeurs de culture elles-mêmes sont passées au service du catholicisme et du nationalisme qui lui avaient provisoirement donné refuge. L'intégrisme des clercs et des laïcs a achevé d'immobiliser cette culture dans une dangereuse ambition d'originalité française et de la détacher d'une histoire irrécusablement américaine. C'était nier le contexte sociologique essentiel à l'élaboration d'une culture vivante. C'était nier le dynamisme même de la vie spirituelle, qui obéit aux mêmes lois que la vie physique et historique.

Notre culture n'est peut-être plus aujourd'hui que l'abstraction logique de la française. L'intégrisme a sans doute sauvé certaines institutions de la culture française, comme l'enseignement des humanités et le système juridique; mais il a perdu la sensibilité, l'imagination, le sens critique, le goût de la liberté individuelle — le style même et comme la respiration de la civilisation française. Aussi, sous le rapport très précis de l'influence européenne, l'histoire de notre tradition culturelle nous apparaît-elle étroitement liée au rythme de l'histoire contemporaine. L'extrême rapidité des échanges intellectuels a permis à la culture française de se déplacer tout entière vers l'Amérique mais avant même que l'Américain ait réalisé les conditions naturelles de cet échange et de cette immigration. Nous assistons depuis un demi-siècle à cet étonnant phénomène: la culture européenne, et plus particulirement la française, nous est révélée dans le temps même où elle s'accomplit et se transforme sous nos yeux. Témoins de son avenir immédiat, nous avons perdu l'avantage certain de la distance historique et psychologique qui nous permettait d'assimiler ses acquisitions, et d'informer de cet apport étranger une nouvelle civilisation. Si l'Amérique ne ressent plus la nécessité psychologique d'un enracinement de cette culture dans sa géographie, sa politique et sa sociologie, c'est qu'elle ne présente plus, (comme en pleine Renaissance, par exemple) la condition fondamentale d'un état de civilisation suffisamment pénétré par la vie de l'esprit pour recevoir et intégrer la tradition culturelle de l'Europe. Elle ne semble d'ailleurs pas éprouver le besoin d'une intégration: l'unité de mesure de la civilisation américaine est celle de la masse, et non celle de l'homme. Une culture essentiellement individualiste paraît inconcevable dans le nouveau monde. Importation de luxe pour raffinés, la culture française peut bien nous livrer son contenu et ses formes, l'esprit qui l'anime est en voie de disparaître. Il est significatif que la bourgeoisie cultivée du Québec soit aujourd'hui intellectuellement si éloignée de ses origines sociologiques.

Tout se passe maintenant comme si, purement formelle et catégorique, la culture française du Québec n'avait hérité de la

tradition européenne que de concepts stériles. A force d'intellectualisation, elle s'est vidée de l'intérieur, par une déperdition constante de son énergie la plus vive, et se meurt maintenant d'idées générales. Nous vivons le temps des idées générales, qu'aggrave le divorce permanent avec la vie de l'esprit. Nous sommes établis sur les hauteurs vertigineuses de l'idéalisme, nous entrons en pleine décadence de la culture traditionnelle, cléricale et bourgeoise. Notre civilisation (mais est-il possible d'employer ce mot sans s'exposer aux plus graves malentendus?), notre civilisation nie toutes les valeurs de cette culture: les intellectuels ont appris à raisonner à la française, mais pensent, sentent et vivent à l'américaine. Rien d'étonnant qu'ils se tournent ensuite avec nostalgie vers l'impossible terre promise de l'Europe, cette vision que rend illusoire leur condition d'hommes du nouveau monde. Affligée à la fois d'un coefficient de pauvreté intellectuelle et d'un complexe de culpabilité religieuse, ces deux mamelles de notre misère spirituelle, la conscience du plus grand nombre paraît encore trop éloignée des problèmes de vie pour se libérer de l'asservissement à la tradition. Elle se débat dans l'incertitude, aux prises avec des idées généreuses mais inféconds, exilée de l'Europe et de l'Amérique.

Cette décadence de la culture est aujourd'hui sensible dans l'état des moeurs intellectuelles et des institutions, et particulièrement dans la décomposition des impératifs — idées et sentiments — sur lesquels s'est appuyée la tradition pour s'imposer comme discipline de l'esprit. Ainsi, il est frappant que notre enseignement ne nous pose directement, en religion, en politique ou en art, presque aucun des problèmes majeurs que soulèvent les grands courants de pensée. Plus frappant encore que la possession de la vérité soit si certaine, le progrès vers la connaissance si conformiste, le respect de l'autorité si tyrannique. Notre univers intellectuel ne dépasse guère les frontières des idées reçues. La prodigieuse indigence de notre pensée politique, la timidité de notre recherche religieuse et sociale, l'insuffisance de nos conceptions littéraires et artistiques ne paraissent nullement nous gêner, ni nous confondre. Il suffit encore de prononcer les mots de liberté, de sincérité, d'honnêteté, de courage, de dignité, et de considérer l'usage qu'en font ceux qui pensent ou écrivent, pour saisir toute l'impuissance de notre action intellectuelle.

Cette maladie dont la culture est atteinte est singulièrement visible dans la contrainte et la peur qui tâchent de réprimer par la police d'une société pharisaïque et janséniste l'usage de la liberté intellectuelle. Quand le pouvoir spirituel usurpe la juridiction du temporel, le mandat de la culture court le danger de tomber sous l'arbitraire de l'ordre établi. N'assistons-nous pas précisément à la caporalisation de la liberté? Contre l'hétéro-

doxie, le pouvoir clérical et politique s'arme de censures et des propagandes; il maintient l'ordre apparent de notre république intellectuelle par la discipline et la sanction du consentement général. Dans notre société, l'intellectuel est le bien-pensant qui appartient au parti, profane ou sacré, ou bien l'anarchiste et l'ennemi du bien public. Est-il excessif de penser que l'intolérance de la liberté est devenue la consigne officielle, comme si la seule présence de cette liberté menaçait de faire éclater les cadres d'une culture qui meurt de décrets et de procès-verbaux. Instrument du pouvoir qui l'exploite à son prestige, la culture fermée tend à devenir une culture fortifiée, une culture en service commandé. La honteuse démagogie dont elle est le prétexte pour affermir sur les consciences l'empire de l'ordre établi est la plus grande trahison des valeurs qu'elle représente. Mais le mythe de la solidarité état-culture-religion n'est point dissociable de notre tradition historique. Le dénoncer ouvertement, c'est conjurer contre soi toutes les forces qui travaillent à réduire au silence la liberté de penser.

La conception traditionnelle de la culture fait aujourd'hui sentir dans toute leur gravité ses conséquences sur la vie spirituelle. Après trois siècles d'intégrisme, nous n'avons pas commencé de faire une histoire laïque des idées, ni d'écrire une histoire de la pensée religieuse. Si notre littérature est si pauvre en intuitions créatrices et notre spiritualité chrétienne si vide de vérités évangéliques, si notre bourgeoisie intellectuelle paraît si éloignée des problèmes de vie spirituelle et notre laïcat si lent à assumer ses responsabilités dans l'Eglise, c'est que la tradition de la liberté a sans cesse été battue en brèche par le mythe de l'ordre dans le pouvoir, les institutions, l'enseignement, la société. Bien plus: cette liberté a été détournée de son activité essentielle, qui était de penser l'avenir spirituel de la collectivité. Il n'est peut-être pas abusif d'affirmer que l'épuisement dans les luttes politiques du meilleur de notre énergie constitue la plus grande duperie de notre histoire. Que cette duperie ait été inconsciente, et même justifiée par certaines conjonctures historiques, définit admirablement la nature et la hiérarchie de nos préoccupations intellectuelles.

La crise d'intellectualisme qui empêche l'élaboration d'une culture vivante exerce ses effets sur la formation et l'activité mêmes de l'esprit. Elle fortifie et prolonge le prestige de l'enseignement officiel qui a presque complètement perdu contact avec la réalité contemporaine. Malgré de timides tentatives de réforme, nos écoles de savoir, et particulièrement le secondaire et l'universitaire, sont de plus en plus impuissantes à accueillir et à intégrer dans la formation qu'elles dispensent les grands courants de pensée philosophique, scientifique ou artistique, à

se porter par la discipline d'un dynamisme ouvert à la rencontre des aspirations ou des recherches de l'intellectuel. Les structures de ces grandes institutions et leurs méthodes d'enseignement se referment insensiblement sur le primat de la spécialisation technique. Poussées par l'ambition de rencontrer une nécessité sociologique d'initiation professionnelle et de productivité en masse, nos écoles d'humanités et de culture tendent à transformer la notion même de l'enseignement universitaire. La connaissance de l'homme et la fonction créatrice de l'esprit humain ne sont plus que le privilège de rares facultés sans avenir. Il n'est pas étonnant qu'un tel régime favorise le conformisme intellectuel. Le savoir qu'il dispense est placé sous une trop étroite dépendance de sécurité professionnelle, économique, sociale et religieuse pour ne point corrompre les préoccupations et les recherches de la culture.

Le prestige de notre enseignement officiel serait moins inquiétant si, une fois sorti de ses cadres et affranchi de ses contraintes, l'intellectuel pouvait clairement distinguer où est l'avenir de la culture, dans quelle direction orienter ses travaux et à quelle tâche employer sa liberté. Précisément, cette liberté vit dans l'incertitude d'un emploi valable, dans une mauvaise conscience intellectuelle dont les réflexions de Pierre Vadboncoeur sont un témoignage accablant. Cette disponibilité stérile et le malaise qu'elle engendre invitent aujourd'hui les intellectuels à sortir du dilemne de l'intégrisme traditionnel, partagé entre la nostalgie d'une culture française de type européen et le refus d'une culture américaine d'inspiration française. L'Amérique cherche sa différence avec l'Europe, le Québec sa différence avec la civilisation française. Comme le catholicisme et le libéralisme politique, la culture est contrainte de choisir entre la décadence et la révoluton. Il s'agit pour elle de s'enraciner profondément dans une réalité historique valable, mais quelle réalité? Le nationalisme a produit une forme de culture fermée qui achève d'étouffer les esprits. Où est l'avenir d'une culture ouverte, établie sur la notion de liberté? L'idée d'unité canadienne serat-elle suffisamment généreuse pour en faire naître les conditions, ou faut-il dès maintenant penser, comme le laisse supposer Pierre Vadboncoeur, en termes d'internationalisme de l'esprit? La question nous est posée au moment même où la tradition d'une culture française originale travestie en misérable caricature paraît avoir perdu toute vertu d'enracinement réel. Notre extrême dénuement spirituel nous place à la rencontre de la redoutable Amérique, c'est-à-dire de nous-mêmes.

A ceux qui n'ont point perdu tout espoir, cette question pose une grave obligation de morale intellectuelle: celle de devenir de grands vivants et d'affirmer leur identité spirituelle. Le pes-

simisme de Pierre Vadboncoeur n'est point recevable en dehors d'une critique de la tradition. Appliqué à l'avenir de la culture, il tend à rétrécir le champ de l'action intellectuelle en affaiblissant le dynamisme de l'imagination créatrice. Il suffit de croire au progrès indéfini de l'esprit humain pour opposer à la démission du pessimisme une réponse valable. Il n'est peut-être d'ailleurs pas essentiel de croire à l'avenir d'une culture affranchie de la tradition pour entreprendre cet effort de conscience et d'architecture. Nous sommes au temps de la découverte et du rassemblement des matériaux. Cette culture vivante, libre, audacieuse et responsable, elle sera ce que nous sommes, elle sera ce que nous la ferons. Je ne puis concevoir son avenir sans un réalisme lucide et un volontarisme passionné de l'intelligence et de l'imagination, appliqués à la formation d'un style de penser et de vivre à l'image de notre sensibilité. Et peut-être la destinée de notre culture est-elle de peu de prix, si nous trouvons hic et nunc l'énergie nécessaire pour découvrir les valeurs et instaurer les conditions d'une renaissance de la liberté spirituelle — tout comme si la réalité d'une culture encore inédite allait se mettre à nous ressembler.

Maurice BLAIN.

III

J'avais envoyé à un vieil écrivain de France, pour lui fournir une image du Canada français de notre temps, quelques exemplaires de nos revues. Il importe sans doute de savoir qui nous sommes, qui nous avons été, mais beaucoup plus il nous importe de savoir qui nous devons être. C'est la question qui avait guidé ma démarche, et c'est à elle que le vieil auteur a bien voulu apporter la réponse qui va suivre.

J.-G. B.

Cher monsieur,

Je suis de l'ancienne génération, comme vous savez, et puisqu'il est naturel et bon que la jeune génération s'oppose à la

vieille, je ne saurais vous être bien utile! A voir la génération qui suit la mienne, à vous voir si fermement attachés au petit nombre de thèmes humains essentiels, je ne me console pas d'avoir perdu tant d'heures et de passion aux feux d'artifice de «la belle époque». Avoir pu, je me serais appliqué à devancer ces jeunes écrivains graves et sensibles qui grandissent ici et auxquels il faut pardonner leur sombre langage philosophique parce que l'art littéraire exige une paix qu'ils ne sauraient avoir. Qui grandissent ici et dans ce séduisant Canada français que je vous reprocherais de ne pas aimer encore assez.

Croyez que je regarde avec une sympathie bien vive l'activité intellectuellle de votre pays, et particulièrement de sa jeunesse. La France est vieille, vous savez, et lasse, et je pressens qu'un jour viendra où la Nouvelle-France sera pour l'ancienne ce qu'est pour le citadin sa villa d'été... On finit quelquefois par y vivre toute l'année.

Vous êtes les messagers fidèles de la civilisation française. Fidèles. Ne cherchez pas de mot plus beau que celui-là, qui renferme tout l'amour de la terre. Vous l'avez été, fidèles, quand même cessaient de l'être ceux qui vous avaient envoyés; je songe au rire de Voltaire. Aussi devez-vous aimer votre passé profondément, alors même que l'ont desservi vos contemporains qui voulaient trop le servir; l'aimer, non pour vous y complaire et le préférer au présent, mais pour y prendre appui.

Mais pourquoi ai-je dit que vous étiez des messagers? Si vous l'avez été, vous êtes maintenant l'égal du commettant. Les deux Frances, l'ancienne et la nouvelle, devront toutes deux rendre compte à l'Histoire du flambeau de l'esprit qu'elles portent. Si ce sont des torches de même résine, l'huile qui les nourrit est différente, ne serait-ce qu'à la faveur du temps et du voisinage. C'est un point qu'on a discuté longuement. Vous me permettrez de n'en rien dire que ceci: perdant notre pays, c'est au Canada français que nous irions vivre. De votre côté, je crois que vous éprouvez une certaine joie familière à dialoguer avec nous. Quittez sur ce point votre sentiment d'infériorité: il n'a pas lieu de vous ennuyer. Mettons donc que les aliments de nos flambeaux sont dans un état de jalousie.

En Nouvelle-France, la civilisation française était confiée aux gouverneurs. Au Canada français, elle était confiée il y a un siècle à quelques hommes politiques. Avez-vous encore de ces hommes politiques? J'estime plutôt que son sort est entre les mains d'un petit nombre de salariés qui prennent le soir le temps de penser et qu'on appelle des intellectuels. La tâche pénible et enivrante de porteurs de civilisation s'est accomplie d'abord par les armes, plus tard par la parole politique, et nous voyons au-

jourd'hui qu'elle s'accomplit par l'esprit. Votre instrument est plus noble que celui de vos ancêtres. Que votre ardeur à vous en servir soit digne de la leur!

Quant à l'Eglise qui vit sur un plan éternel, elle donne depuis toujours et partout au temporel une contagion d'éternité. C'est ainsi qu'elle a soutenu et prolongé notre civilisation; sans elle, cette dernière aurait duré combien de siècles? Dans son mouvement éternel, dans son immobilité éternelle, l'Eglise ravit ce qu'il y a de plus noble dans le temporel — et qui est lui-même périssable: la civilisation, la langue, la culture. A cause de cela, et parce qu'il n'est pas de la fonction de l'Eglise de sauver une civilisation mortelle et qu'elle le fait par surcroît, vous lui pardonnerez, en faisant durer le meilleur et l'essentiel, de faire durer un accessoire médiocre et de sembler retardataire.

Jésus qui était Dieu s'est abaissé jusqu'à l'homme pour le bien de l'homme; son Eglise qui est d'ordre éternel s'abaisse jusqu'au temporel pour le bien du temporel. Mais on déteste toujour un peu le geste gratuit de son sauveur ...

Pour ce qui est de votre cas particulier, je doute que vous trouviez une Eglise à votre dimension intellectuelle; votre pays est trop jeune et vous me semblez déjà bien âgés... Mais vous trouverez un petit nombre de clercs bien certainement. Les *happy few* vont rarement seuls. Enfin, je crois que l'Eglise est essentiellement dans une position d'expectative. Prenez les devants dans le domaine spirituel; réclamez passionnément vos besoins. Et vous verrez que si l'Eglise est retardataire, c'est qu'il n'y a pas d'interrogation nouvelle puissamment formulée, et qu'elle ne demandait pas mieux que de laisser les vieux mourir en paix et de vous écouter.

Quelques mots enfin d'ordre pratique.

A lire vos chroniques, je vois avec une joie profonde que vous vous efforcez d'écrire «comme si vous étiez morts», selon la très belle parole de Montherlant. C'est l'essentiel. L'important n'est pas d'être écrivain mais d'être homme. Celui qui est mort n'a plus rien à craindre de personne, ni menaces qui aigrissent la pensée, ni flatteries qui la paralysent. Il est soustrait au scandale, à la gloire, à l'intérêt. Puisque vous avez le bonheur d'être courageux et de posséder les vertus de l'homme, ne vous inquiétez pas des qualités de l'écrivain; elles sont incroyablement dociles quand ce sont les vertus de l'homme qui les conduisent.

S'il me restait un conseil à vous donner, je voudrais que ce soit celui-ci: efforcez-vous encore d'écrire comme si les autres étaient morts. Eloignez-vous du temporel, du fugitif, et que votre pensée obéisse au précepte souverain de Rilke: «Ecrire comme si j'étais le premier homme». Faute de quoi vous ne seriez que

des pamphlétaires et des journalistes. Et j'aimerais que vous soyez davantage, et que vous éprouviez la joie d'être relus.

Je parcours vos revues, et je vois que vous pensez par réaction. Vous protestez contre l'injustice, le pharisaïsme, la petitesse, la bêtise, l'incompréhension. Vous entrez en dialogue avec une génération qui ne vous comprendra jamais. Vous vous élevez contre l'absence en votre pays d'activités intellectuelles qui existent en France. Vous dites même «chez nous» en baissant un oeil de pitié. En un mot, votre regard est tourné vers le dehors.

A d'autres qu'à vous je dirais: c'est ce qu'il ne faut pas faire. Mais vous êtes bien français et vous avez besoin du soulagement de quelques bonnes provinciales pour écrire jamais vos pensées. J'ajoute cependant que ce sont vos pensées qui nous intéressent et que nous aurons le goût de relire. Je vous ai proposé l'exemple de Pascal. Plus près de nous, songez à Péguy: le côté négatif de son oeuvre, magnifiquement négatif mais secondaire, tient dans ses *Cahiers:* si c'est grâce à eux qu'il a pu écrire le reste, c'est grâce au reste qu'il demeure. Pressez-vous de penser déjà à votre propre édifice. Pour parvenir à cet accord en vous de l'opposition et de la proposition, je vous suggérerais un moyen simple: demandez-vous si, tout étant pour le mieux, vous écririez quand même, et sur quoi. Sur quoi? Ici encore, c'est Rilke qui vous guide: «Efforcez-vous d'entrer en vous-même», — et de découvrir par contagion ce qu'il y a de meilleur en autrui.

Vous vous plaignez du conformisme de naguère, et vous avez raison. Mais l'esprit de chaque génération prête le flanc au conformisme. Celui de vos aînés était d'accepter: le vôtre serait de refuser, et bientôt d'attendre pour réfléchir que le mal se soit installé.

Que vous dirai-je encore? D'être sensibles à la beauté de votre pays. Vous en serez plus attentifs à la vérité de ses habitants. J'ai regretté de n'avoir trouvé aucune image, aucune référence au concret dans vos articles pourtant si bien construits. Vous comprenez qu'il ne s'agit pas d'un caprice et que toute une façon de penser s'en trouve changée. J'aime qu'un poète français se soit attaché à votre rocher Percé, et qu'un autre s'attache bientôt à l'univers de trois poètes canadiens (je vous disais que nos liens se resserrent!) Mais j'aimerais plus encore que des poètes canadiens l'aient fait avant eux.

N'étant sensibles qu'à la richesse et à la beauté de votre pays, ne craignez pas de ressembler à la belle et niaise Hollande. L'ardeur que vous auriez mise, que vous mettez à combattre passera à défendre et fortifier. La paix de l'esprit, la sérénité de

l'esprit est la maitrise de la passion, non son détournement. Le tragique est bien fugitif, et la pensée chrétienne, si c'est d'elle que vous êtes curieux, n'est pas tragique. Vous corrigerez encore, n'ayez crainte, mais en ayant prouvé votre amour, votre correction sera pour vous plus difficile et pour votre pays plus efficace. Un dernier mot d'ordre physique: travaillez dans la lumière du matin. C'est l'heure de l'espérance, c'est votre heure.

Acceptez... etc ...

P. C. C.: Jean-Guy BLAIN.

Révolution latente et formule de compromis

Nos lecteurs n'ignorent pas les sympathies syndicales de "Cité libre". Ils attendent même de nous des prises de position très nettes sur les problèmes ouvriers. Peut-être s'étonneront-ils de trouver dans ce numéro une étude objective et mesurée sur un sujet aussi paisible — du moins apparemment — que l'échelle mobile de salaires.

Qu'ils n'aillent surtout pas s'imaginer que « Cité libre » déserte le combat social pour s'installer dans un académisme confortable. Nous n'avons pas de goût pour ce manège, qui compte déjà trop de praticiens. Nous accueillons pourtant avec empressement les études impartiales, surtout quand elles touchent, comme celle de Jérôme Choquette, l'un des points les plus névralgiques du problème ouvrier.

x x x

Il y a quelques années disparaissait la régie fédérale des prix, et l'indice officiel du coût de la vie nous offrait subséquemment le spectacle d'une spirale ascendante vertigineuse. Tous les groupes sociaux furent affectés par le phénomène, mais nulle part il n'a provoqué de drame aussi profond que chez les salariés.

Car si les prix échappaient désormais à tout contrôle rigide, les salaires demeuraient soumis à une régie des plus efficaces: celle des contrats de travail renouvelables à date fixe. Pendant de longs mois, ceux précisément où le coût de la vie effectuait ses bonds les plus spectaculaires, les salariés durent assister impuissants à l'avilissement de leur revenu, à la baisse, dans des proportions extrêmement pénibles, de leur pouvoir d'achat. Ils eurent à juste titre le sentiment de solder une part exagérée des frais de l'inflation. Quand vint le temps de renouveler les contrats de travail, les demandes se firent plus âpres, plus catégoriques.

Par ailleurs, ces demandes rencontrèrent plus de résistance que celles des années précédentes. Tant que le gouvernement fédéral, par ses contrats de guerre, avait assuré à l'industrie une situation de tout repos, les patrons ne s'étaient pas montrés trop parcimonieux. Mais cette source abandonte était désormais tarie, et les employeurs furent plus avares de leurs bénéfices que des deniers publics.

On vit alors, d'un bout à l'autre du pays, des grèves en série qui impressionnèrent fortement l'opinion publique. De bonnes âmes évoquèrent le spectre d'une révolution sanglante, dont elle rendirent d'avance responsables les menées machiavéliques des chefs ouvriers. Mais ce n'est pas là qu'il faut chercher les causes de la violence qui se manifestait en maints endroits. Cette violence n'était, somme toute, qu'une riposte à la violence économique faite aux salariés. On l'a prise à tort pour une cause du malaise social, quand elle n'en était que le symptôme le plus évident.

C'est alors qu'apparurent, dans les contrats de travail, les échelles mobiles de salaires. Celles-ci ne pouvaient évidemment permettre à la classe ouvrière de reprendre le terrain perdu. Elles lui permirent cependant d'enrayer le débâcle. Grâce à l'échelle mobile, le revenu du salarié pouvait désormais suivre à mesure la hausse du coût de la vie.

L'échelle mobile ne fut pourtant acceptée des ouvriers que comme un pis-aller. De tout temps, le mouvement ouvrier a lutté pour obtenir du salaire de préférence à tout système de bonis. Les unions les plus dynamiques et les plus prévoyantes maintinrent d'ailleurs cette politique, et n'acceptèrent l'échelle mobile qu'à titre de correctif. Mais dans nombre de cas, les ouvriers se laissèrent tenter par la perspective d'une sécurité réelle, quoique relative et précaire, pour un minimum d'efforts. Il devenait de plus en plus difficile d'obtenir du salaire. Une législation ouvrière désuète rendait les procédures longues et coûteuses, et les grèves n'avaient pas toujours le résultat souhaité. Par ailleurs, les patrons se montraient moins réfractaires à l'idée d'un boni.

L'échelle mobile de salaires fut donc en quelque sorte une formule de compromis. Elle fut pendant quelques années la garantie du capital contre les bouleversements sociaux. Elle permit à notre société capitaliste de traverser sans trop de heurts une période très difficile.

L'étude de Jérôme Choquette nous révèle que ce compromis ne saurait valoir en période de déflation. Plusieurs événements actuels lui donnent raison sur ce point. A peine l'indice du coût de la vie accuse-t-il une légère tendance à la baisse que déjà les syndicats ouvriers s'ingénient à faire incorporer au salaire les gains obtenus grâce à l'échelle mobile en période d'inflation. Réussiront-ils à obtenir, par des négociations paisibles, cette consolidation du pouvoir d'achat des travailleurs? Les patrons auront naturellement tendance à vouloir profiter de la baisse. Ils ne consentiront pas volontiers à dissocier le salaire du coût de la vie. Ils seront en tout cas peu enclins à améliorer le standard de vie de leurs employés. Certaines grosses compagnies

seraient même prêtes à offrir à l'union des coupures de salaires. Elles allèguent que leurs profits ont été moindres en 1951 qu'en 1950. Les chefs ouvriers ripostent que les profits de 1951 restent quand même à un niveau rarement atteint. Ils ne voient pas pourquoi les salariés ne toucheraient pas leur part d'une prospérité toujours considérable.

Allons-nous assister à une recrudescence de conflits ouvriers? Cette tendance à la baisse révélera-t-elle avec une acuité nouvelle l'état de révolution latente où vit notre société?

A moins d'être prophète, nul ne saurait répondre avec certitude à ces questions. « Cité libre », qui ne se reconnaît aucune mission prophétique, mais bien plutôt celle d'éclairer ses lecteurs sur les aspects les plus importants de notre destin collectif, se contente pour l'heure de jeter quelque lumière sur une formule qui a momentanément fait trève aux manifestations les plus frappantes du problème social. L'article de Choquette fera ressortir indirectement, du même coup, les dimensions véritables de ce problème toujours intact, et dont la solution mettrait en cause les structures mêmes de l'entreprise.

R. B.

Le coût de la vie et l'échelle mobile de salaires

La formule de l'échelle mobile se définit comme un mécanisme comportant que lorsque les prix augmentent ou s'abaissent, ainsi que le révèle l'indice officiel du coût de la vie, les salaires doivent baisser ou augmenter proportionnellement aux variations de l'indice, soit que le taux des salaires mêmes varie, soit qu'un boni horaire, hebdomadaire ou mensuel soit ajusté proportionnellement aux fluctuations de l'indice.

L'application de l'échelle mobile aux salaires, formule qui tend à se généraliser au Canada en raison de l'inflation que nous connaissons depuis 1939, pose, du point de vue économique, de sérieux problèmes que nous essaierons d'analyser dans cet article.

Si l'on examine les mouvements cycliques des revenus nationaux de pays comme le Canada et les Etats-Unis, l'on s'aperçoit qu'en période de prospérité, alors que les prix sont élevés, la catégorie revenus-salaires suit avec un certain retard le revenu global et les autres revenus composants (soit profits, revenus de l'agriculture et revenus des sociétés personnelles) tan-

dis qu'en période de dépression, alors que les prix sont bas, le revenu du travail se maintient mieux que le revenu global et les autres revenus composants.

L'écart entre le revenu du travail et les autres revenus provient, premièrement, du fait que les salaires et traitements sont fixés contractuellement une fois pour toute pour une certaine période de temps entre les parties intéressées tandis que les revenus des autres catégories sont en général déterminés par le jeu des marchés au jour le jour, et, deuxièmement, (qui est à un certain point une conséquence du premièrement) du fait que l'augmentation des prix, en période de prospérité, contribue à augmenter les autres revenus tout en n'affectant pas le revenu du travail immédiatement sauf à déprécier son pouvoir d'achat, et, en période de dépression, en ce que la baisse des prix fait diminuer les autres revenus, alors que le revenu du travail, plus rigide (il est déterminé contractuellement), se maintient mieux que les autres revenus et voit son pouvoir d'achat croître par suite de la baisse des prix.

C'est dans ce contexte économique que se situe l'échelle mobile qui tendrait à diminuer l'écart existant entre le revenu du travail, le revenu global et les revenus composants, en période de prospérité et en période de dépression.

Il est vrai que c'est surtout en période d'inflation que l'on préconise ce genre de formule; en période de déflation, les unions ouvrières veulent consolider les gains acquis et ne pas permettre aux salaires de s'avilir au rythme de la baisse des prix.

Cette réflexion nous amène à un autre problème que pose l'échelle mobile: doit-on limiter le jeu de l'échelle mobile à la baisse par un plancher? La plupart des chefs ouvriers sont en faveur de la limitation de l'échelle mobile à la baisse pour deux raisons fondamentales: parce que les salaires sont tellement difficiles à négocier qu'il ne faut pas leur permettre de se déprécier et parce que, d'autre part, le maintien des salaires en période de dépression est avantageux pour l'économie en général. Ce sont les raisons pour lesquelles on trouve dans un grand nombre de conventions collectives une limite à la baisse des salaires.

L'échelle mobile, enfin, peut se généraliser de deux façons et avoir par là une influence considérable sur l'économie, soit surtout si elle est appliquée dans un nombre important de conventions collectives ou dans des conventions collectives régissant des groupes considérables d'ouvriers, soit enfin par un décret gouvernemental qui pourrait l'appliquer comme mesure générale à tous les salaires et revenus fixe.

1. — PROGRÈS ACTUEL DE CETTE FORMULE AU CANADA ET MODALITÉS.

A) Le gouvernement canadien, au cours de la guerre et depuis la fin des hostilités, n'a pas tenté d'appliquer cette formule afin de maintenir le salaire réel. Au contraire, le gouvernement a eu recours à une politique de stabilisation des prix et des salaires, en gelant les prix et salaires jusqu'en 1946, alors qu'après la levée des contrôles il a tenté de limiter l'inflation par la restriction du crédit et par l'augmentation du taux de lintérêt. Si, au cours de la guerre, il a toléré l'existence de l'échelle mobile dans un certain nombre de conventions collectives, c'est par respect pour le fait accompli et parce que les accroissements de pouvoir d'achat par l'échelle mobile ne pouvaient constituer un danger inflationnaire grave, vu la faible augmentation dans l'indice du coût de la vie jusqu'en 1945. Mais il faut dire que le gouvernement n'a jamais eu pour objectif principal le maintien du salaire réel. Son objectif principal a été d'assurer l'existence d'une économie de guerre stable d'abord, puis d'une économie de paix qui ne serait pas atteinte d'inflation.

Il s'agit donc là d'une politique qui s'appuie sur un principe différent de celui de l'échelle mobile, puisque celle-ci a pour base une flexibilité complète des prix et des salaires et que la politique du gouvernement actuel a été de limiter l'inflation le plus possible, donc de n'augmenter les salaires que lorsque cela était absolument nécessaire. Cependant, comme nous le verrons plus loin, ces deux politiques ne sont pas absolument opposées et doivent même se compléter pour atteindre le meilleur résultat possible.

Disons, ici, avant de terminer cette partie, que la loi de la Convention Collective de Québec a souvent pour effet d'étendre l'échelle mobile à des groupes d'ouvriers soumis à des comités paritaires par l'extension d'une convention collective (qui contient une formule d'échelle mobile) que le gouvernement impose à des firmes et à des groupes d'ouvriers dans la même industrie. Le gouvernement de Québec contribue par là à la généralisation de l'échelle mobile.

B) Cependant, les contrats collectifs de travail tendent à introduire ce mécanisme automatique de plus en plus souvent.

Si nous nous reportons aux renseignements publiés par le Ministère du Travail d'Ottawa, (Voir *Gazette du Travail*, déc. 1951, p. 1633), nous apprenons qu'une convention sur cinq, reçues par le Ministère durant les 8 premiers mois de l'année 1951, contient une clause d'échelle mobile, ce qui est un chiffre beaucoup plus élevé que celui des années précédentes.

D'autre part, ce sont les conventions collectives les plus importantes qui contiennent ces clauses puisque 40% ou les 2/5 des ouvriers régis par les conventions collectives reçues par le Ministère sont sujets à une clause d'échelle mobile, c'est-à-dire que 163,000 ouvriers jouissent de l'échelle mobile sur les 374,000 soumis aux conventions reçues. La *Gazette du Travail* nous dit que ce dernier chiffre représente environ le quart des ouvriers canadiens.

Taux d'ajustement des salaires. — En 1950 et dans les années précédentes, le taux le plus courant d'augmentation des salaires par rapport à une augmentation de 1 point de l'indice du coût de la vie était de .25c par semaine. (*Gazette du Travail*, fév. 1951. p. 197; *Gazette du Travail*, août 1951, p. 1111). Cependant, en 1951, le taux d'ajustement des salaires pour 1 point de variation de l'indice s'est élevé. Le groupe le plus important de clauses comporte une augmentation de .01c de l'heure pour une augmentation de 1.3 point de l'indice du coût de la vie. ce qui équivaut sur la base d'une semaine de 40 heures à un revenu additionnel de .30c par semaine, tandis que sur la base d'une semaine de 48 heures, nous avons un revenu additionnel de plus de .36c.

En 1951, la catégorie .25c par semaine par point est encore importante, cependant on rencontre assez souvent des taux de .40c par semaine par point et de .01c de l'heure par point ou encore .05c de l'heure par 5 points.

Il y a une très nette tendance à augmenter la valeur du point dans les clauses d'échelle mobile, et cela parce que, pour beaucoup de critiques, l'indice du bureau de la statistique ne rend pas compte de tout l'accroissement du coût de la vie.

Dates des ajustements de salaires. — Quant aux ajustements de salaires, ils sont mensuels, trimestriels, semestriels, ou annuels, le groupe le plus important comportant des ajustements trimestriels.

Planchers et plafonds. — Très peu de conventions prévoient une limite aux ajustements à la hausse, tandis que la grande majorité des conventions prévoient une limite à la baisse qui peut être soit l'indice du point de départ (dans la plupart des cas) soit un nombre indice plus bas que celui atteint à la date de la négociation du contrat collectif (dans quelques cas seulement).

C) Il convient, cependant, de se demander combien vaut mathématiquement l'augmentation de 1 point de l'indice du bureau fédéral de la statistique, ou quel accroissement il faut apporter au salaire hebdomadaire pour maintenir le pouvoir d'achat du revenu-ouvrier qui a servi de base à la confection de l'indice lorsqu'il y a une augmentation de 1 point de cet indice?

A cette question, il faut répondre que le maintien du pouvoir d'achat du revenu de $1500.00 environ qui a servi de base

au calcul de l'indice ne requiert qu'une augmentation d'un peu plus de .28c par semaine pour chaque point d'augmentation de l'indice.

Ici, nous sommes en face d'un problème strictement mathématique. Mais cette règle ne peut s'appliquer à l'ouvrier qui recevait un salaire de $2,000.00, par exemple, entre 1935 et 1939, car l'augmentation de .28c par semaine pour 1 point d'augmentation n'est pas suffisante au maintien de son revenu réel et de son standard de vie initial. On voit donc comment des différences à la période de base peuvent motiver des échelles différentes. Cependant, il est rare que les salaires paritculiers d'une industrie soient pris en considération afin de déterminer exactement le taux qu'il faut appliquer à l'échelle mobile pour maintenir parfaitement le standard de vie initial.

Cependant, cela a été fait dans la convention collective intervenue en 1951 entre la *General Motors* et l'*U.A.W.* On a pris en considération la moyenne des salaires payés par cette compagnie à ses employés, à la période initiale, dans la détermination de l'accroissement de salaire pour chaque point d'augmentation de l'indice du coût de la vie, afin de maintenir parfaitement le standard de vie des employés pendant les cinq années de vie des employés pendant les cinq années de vie de la convention.

II. — EFFETS DE L'ÉCHELLE MOBILE

A) POINT DE VUE DU SALARIE: Le but essentiel de l'échelle mobile, telle qu'elle est appliquée et préconisée actuellement, est de maintenir le pouvoir d'achat des salaires à un niveau constant malgré les variations du coût de la vie qui ont lieu entre les périodes de négociations de conventions collectives. Il s'agit donc d'assurer à l'employé un salaire réel constant durant toute la vie de la convention collective, en dépit des hausses du coût de la vie. Du point de vue du salarié individuel, il ne fait pas de doute que l'échelle mobile représente de grands avantages par l'élimination du "time lag" des salaires sur les prix en période d'inflation. D'autre part, en période de déflation, le revenu des salariés réussit à mieux se maintenir que les autres revenus grâce aux planchers qui limitent le jeu de l'échelle mobile à la baisse. En effet, nous avons vu que la majorité des clauses stipulent la limitation à la baisse tout en ne limitant pas les augmentations à la hausse. Ce genre de clause est certainement des plus avantageux pour les salariés.

B) POINT DE VUE MICROECONOMIQUE: De ce point de vue, la généralisation de l'échelle mobile provoque des effets très complexes sur les prix, sur l'emploi, et sur les expectations des entrepreneurs et le taux d'investissement.

LES PRIX: En période inflationnaire, l'échelle mobile généralisée contribuerait à augmenter le rythme inflationnaire puisqu'à chaque augmentation des prix une augmentation égale des salaires s'ensuivrait, donc une expansion égale du pouvoir d'achat des salaires à l'augmentation des prix.

En période de régression des prix la généralisation de l'échelle mobile parfaite, c'est-à-dire comportant fluctuations sans limite à la hausse et à la baisse, accentuerait la baisse des prix, car les salaires, qui sont en temps de crise l'élément de stabilité et de rigidité qui empêche la dépense nationale de baisser plus bas lorsque l'investissement atteint zéro, s'abaisseraient à chaque diminution des prix et par là le pouvoir d'achat liquide dans l'économie diminuerait à chaque baisse des prix. Cette diminution du pouvoir d'achat dans l'économie aurait pour effet à son tour de faire baisser les prix. On voit donc comment pourrait se dégager un effet cumulatif entre salaires et prix qui entraînerait les prix et le revenu national à des limites inférieures inconnues dans les cycles ordinaires.

Somme toute, que ce soit à la hausse ou à la baisse, on se trouverait devant une économie très instable du point de vue des prix. Et il est probable que dans un tel système, le cycle des prix serait beaucoup plus accentué qu'il n'a été dans le passé, ce qui serait, on en conviendra, très insatisfaisant.

La rigidité des salaires et des revenus fixes nous semble être un élément de stabilité cyclique, dans la hausse parce qu'en raison du "time lag" des salaires sur les prix, l'inflation est restreinte; dans la baisse, parce qu'en raison du même "time lag", une section de l'économie maintient une dépense qui empêche le revenu national d'aller plus bas lorsque les investissements des entrepreneurs sont négligeables ou négatifs.

Afin d'assurer une relation réelle constante entre salaires et prix, on en arrive à une flexibilité monétaire complète des salaires qui prive l'économie d'un élément de stabilité dont elle a besoin.

L'EMPLOI: En période de reprise, la généralisation de l'échelle mobile contribuerait à l'augmentation de l'emploi puisque les salariés dépenseraient tous leurs revenus dans l'achat des biens dont ils auraient été privés durant la crise et que les moyens de faire les achats leur seraient fournis par des augmentations périodiques égales aux augmentations des prix. Mais, arrivé au point de plein emploi, comme nous l'avons vu, une inflation salaire-prix s'ensuivrait.

En période de régression, nous pensons qu'une baisse plus rapide de l'emploi serait la conséquence de la généralisation de l'échelle mobile, par suite de l'effet cumulatif de la diminution

de la dépense, causée, comme nous l'avons vu, par des diminutions automatiques du pouvoir d'achat des salariés, diminutions qui sont elles-mêmes des conséquences des baisses de prix qui accompagnent normalement la phase de régression du cycle économique.

EXPECTATIONS DES ENTREPRENEURS ET JEU DU MULTIPLICATEUR: Dans les limites d'un tel système comment peuvent se comporter les entrepreneurs?

Le système est affecté d'une telle flexibilité monétaire qu'en période de reprise et d'inflation les entrepreneurs peuvent espérr des rendements considérables de leurs investissements, puisqu'ils peuvent escompter des prix très élevés pour leurs produits et un pouvoir d'achat très abondant dans l'économie; par contre, en période déflationnaire et en période de crise, la baisse des prix et des salaires est telle que les rendements de leurs investissements ne peuvent qu'être très inférieurs ou négatifs.

En période de prospérité, ils seront donc portés à investir considérablement, tandis que, aussitôt que se manifestera une baisse des prix ou le commencement de la dépression, ils arrêteront tout investissement. Par suite du jeu du multiplicateur d'investissement, il est probable que la conséquence de ces attitudes des entrepreneurs serait des mouvements cycliques d'une amplitude beaucoup plus grande que ceux qui furent connus dans le passé.

EFFETS DE L'ECHELLE MOBILE SELON LA THEORIE CLASSIQUE: Jusqu'ici, dans notre discussion des effets de l'échelle mobile, nous nous sommes placés du point de vue de la théorie de l'emploi; cependant, si nous assumons le point de vue classique, nous devons apporter une réponse sensiblement contaire à celle que nous avons déjà formulée.

En période de régression, la baisse proportionnelle des saraires par rapport aux prix serait bienfaisante par suite de la réduction des coûts de production qui permettrait aux entrepreneurs de produire à meilleur compte, donc d'espérer quand même des rendements de leurs investissements malgré la crise. En période de prospérité de reprise, les coûts de production seraient proportionnels aux prix, sans inconvénient sérieux pour l'économie, sauf si par cela les entrepreneurs étaient privés des moyens d'épargner une partie de leurs profits afin d'investir. Il se produirait sans doute une certaine diminution des profits qui aurait pour conséquence un auto-investissement moindre dans les entreprises. Le volume d'investissement étant moindre, le cycle ne marquerait pas une phase ascendante aussi exagérée que les cycles d'autrefois.

Pour les classiques, l'application de l'échelle mobile généralisée contribuerait donc à la stabilisation du cycle économique à la baisse et à la hausse.

Cependant, il nous semble qu'en période de prospérité la diminution des profits n'aurait pas nécessairement pour conséquence la restriction de l'investissement. Les banques feraient crédit, surtout si le pouvoir d'achat était très abondant et les investissements très rentables.

D'autre part, en période de dépression, si la diminution des salaires, par le jeu de l'échelle mobile, du point de vue "coût de production" est avantageuse, elle est très désavantageuse au point de vue la "dépense nationale", puisque les revenus permettant l'achat des biens produits tendraient à diminuer.

On n'en arriverait donc pas nécessairement à une stabilisation du cycle.

Il nous semble que la théorie classique assigne un rôle trop limité aux salaires en ne les considérant que comme coût de production, alors que des analyses modernes nous en révèlent toute l'importance comme dépense.

III. — EFFETS SUR LES SECTEURS ET LES FIRMES.

RELATIONS INDUSTRIELLES: Si le coût de la vie devenait le seul critère de détermination du niveau des salaires, et l'échelle mobile la méthode unique d'ajustement des salaires, les relations industrielles seraient complètement transformées, puisque les unions ouvrières n'auraient plus à exercer leur "bargaining power" au cours de négociation d'accords collectifs. La fixation des salaires serait automatique.

Dans ces conditions, les unions ouvrières perdraient leur raison d'être du point de vue des salaires. Cependant, l'effet que nous décrivons présentement et les deux autres que nous discutons plus bas ne pourraient naître que dans le cas où l'échelle mobile deviendrait le seul critère de détermination des salaires, ce qui ne pourrait se produire en pratique que par suite d'un décret gouvernemental.

PROGRES TECHNIQUE ET ECONOMIQUE: De même, si l'échelle mobile était la seule méthode d'ajustement des salaires, les industries et secteurs monopolistiques n'auraient plus à faire face aux demandes de salaires des unions ouvrières, et cette absence de pression aurait pour résultat un certain statisme économique et technique, puisque ces secteurs et industries monopolistiques ne seraient plus obligés de créer des combinaisons nouvelles afin de rencontrer leurs paiements de salaires et de payer les dividendes à leurs actionnaires.

On verrait le même résultat dans les secteurs où la concurrence est faible.

SITUATIONS PARTICULIERES DE CERTAINS SECTEURS ET DE CERTAINES FIRMES: Il s'agit ici de firmes et de secteurs marginaux, que ces états soient permanents ou temporaires, de même que de firmes et de secteurs n'ayant pas les mêmes courbes de rendements que les firmes et secteurs dont les rendements sont déterminés par les prix de détail.

Si toutes les firmes étaient forcées de payer des salaires proportionnels à l'indice du coût de la vie, il arriverait que certaines ne pourraient le faire à cause de bas rendements temporaires ou permanents tandis que d'autres feraient des profits plus considérables que dans le reste de l'économie sans être obligées de payer des salaires supérieurs. De plus, ce sont les différences de salaires qui facilitent le passage des travailleurs d'une industrie en régression à une industrie progressive. On voit ici comment l'application générale de l'échelle mobile pourrait conduire à ne pas tenir compte de situations particulières.

Cependant, les trois conséquences discutées plus haut (Relations industrielles, Progrès économique, et Situations particulières) sont largement éliminées par des négociations périodiques de contrats collectifs au cours desquelles sont pris en considération les facteurs supplémentaires suivants, soit: la capacité de payer, les salaires comparés, et la productivité de la firme particulière.

CONCLUSIONS

L'avantage indiscutable de l'échelle mobile est sans aucun doute le maintien du salaire réel en dépit de l'inflation.

Mais cet avantage peut être un désavantage en période d'inflation puisqu'à chaque augmentation de prix, correspond une nouvelle injection de pouvoir d'achat dans l'économie. Une inflation salaire-prix pourrait donc s'ensuivre, avec des conséquences désastreuses en période de guerre ou de réarmement.

Cependant, en dehors des périodes de guerre au cours desquelles l'inflation peut être un tel danger, et où il faut à tout prix l'éviter, l'avantage que comporte l'échelle mobile de maintenir les salaires réels est suffisamment important pour qu'on en accepte les risques inhérents.

L'instabilité cyclique qui résulterait de l'échelle mobile est du ressort du gouvernement.

C'est à lui de prendre les moyens directs bancaires et monétaires pour empêcher les prix et les salaires de monter trop violemment ou de s'abaisser trop violemment tout en permettant le jeu de l'échelle mobile.

A ce moment, l'échelle mobile ne jouerait que dans un certain cadre cyclique, et le gouvernement tenterait de garder sous contrôle les fluctuations.

D'ailleurs, les inconvénients de l'échelle mobile généralisée sont limités lorsqu'un plancher est stipulé dans ces clauses, mais il resterait quand même le danger inflationnaire; dans ce cas, l'intervention du gouvernement serait sans doute nécessaire pour prévenir l'inflation.

D'autre part, lorsque les salaires et le taux de l'échelle mobile sont renégociés périodiquement par les employeurs et les employés, les dangers que nous avons signalés dans la section Effets sur les secteurs et les firmes (Relations industrielles, Progrès économique et Situations particulières de certaines firmes) sont limités.

En conclusion, disons que l'échelle mobile imparfaite, c'est-à-dire avec une limite à la baisse, négociée périodiquement par les employeurs et les employés, comporte sans doute le maximum d'avantages pour le minimum de dangers et que ces dangers seront largement écartés si le gouvernement a une politique de stabilisation des prix et une politique cyclique cohérente.

Disons aussi pour conclure que la liaison entre salaires et prix n'est qu'une des multiples liaisons de l'économie. L'établissement de l'échelle mobile généralisée comporte jusqu'à un certain point le sacrifice de la liaison fondamentale entre rendement et salaire à laquelle elle substitue une nouvelle relation: celle de salaire et de prix. Nous croyons que cette formule peut permettre d'atteindre un objectif: celui d'assurer une vie plus stable à l'ouvrier. Mais il faut faire attention de ne pas trop violenter, par l'établissement de relations rigides, les lois économiques.

Jérôme CHOQUETTE.

Silence et Poésie

Quand une poésie s'approche du silence, c'est, pour moi, qu'elle s'approche de sa source la plus haute. Elle naît du silence comme elle nous y conduit, et ce silence n'est pas refus de témoigner, mais consentement à l'être, reconnaissance du réel ("sans bruit de paroles", comme dit l'Imitation), adhésion au tout. Mais un moment n'attend pas l'autre, et c'est déjà un souvenir dont nous cherchons la substance, une joie vers laquelle nous voudrions tracer une route sûre, pour nous et pour les autres, d'où le chant.

Cette présence qui s'est manifestée à nous, nous n'avons pu que la reconnaître, mais non pas la posséder, et même savons-nous maintenant que nous ne devons espérer que d'en être possédés. Nous demandons à la poésie de l'évoquer à la seule fin que nous nous y abîmions. Le don de poésie est bien le don de soi-même: perdre sa vie (pour la gagner? mais ce n'est pas la poésie qui peut ajouter cela). La poésie naît d'un acte d'adoration et cherche à se dépasser dans un acte d'adoration (les textes liturgiques ne sont que poésie et ne deviennent prière que par la grâce de l'acte de foi, d'espérance et de charité de celui qui les profère). Sur un autre plan, la métaphysique naît de l'intuition de l'être pour nous conduire à son mystère, au seuil de la foi et du désespoir.

Cette présence s'est manifestée à nous à la fois comme étant la vie de notre vie et comme nous dépassant infiniment. Et pour tracer un chemin vers ce mystère, la poésie doit surmonter ses propres apparences, la poussée analytique des mots qui ferait un objet fini de ce que nous avons reconnu comme infini. D'où la tension accentuée, plutôt que réduite, entre les images et les mots, qui parfois même s'annulent parce qu'il faut atteindre une plus grande transparence, et non pas une plus lourde signification.

C'est une tentative impossible, comme l'amour, et qui ne peut être sauvée que par la foi qui commence elle-même par l'aveu de notre néant (si l'amour ne devient charité ... Si la poésie ne devient prière ...), mais sans cette folie, la vie serait absurde.

C'est à l'approche du mystère, de l'infini, que la poésie tremble, même si le poète se trouble devant un monde qui s'est fait

contre la vie. Elle l'oblige à affirmer une présence qui le dépasse, le détruit presque, et elle ignore ce monde dont le poète ne peut se défaire, et elle se préoccupe peu de ses souffrances, ou, plutôt elle exige qu'elles se transforment en désir d'une présence infinie. Mais ce désir, c'est tout, et le chant, qui naît dans des conditions tragiques, l'éveille chez les autres et les conduit au seuil du salut.

La poésie et l'amour sont des affirmations dans la solitude, jusqu'à ce qu'ils deviennent prière et charité. Ils appartiennent à cet ordre de la foi en la vie qui est le commencement et la fin du dialogue. Mais le poète peut être aussi prophète, et sa reconnaissance solitaire l'invite à dénoncer la part de la mort dans le monde où il vit, lui donne une intuition plus pénétrante et plus juste du vrai et du faux. Au fond, tous les prophètes sont poètes, et les poètes qui ne sont pas prophètes ont trahi leurs dons. (Ne faudrait-il pas dire qu'exercer le don de poésie, c'est nécessairement témoigner pour la vérité?)

La poésie soutient le dialogue de la première à la dernière réplique, mais elle-même ne se discute pas. La vie de l'esprit serait impossible si la poésie ne nous mettait pas en présence du mystère, mais elle brûle les étapes que tous les hommes, et le poète comme tous les hommes, doivent parcourir pas à pas dans le dialogue.

Le sort du poème se joue devant l'infini et l'échec du poète est une promesse de victoire pour le lecteur. Si le poème est beau, sa vérité est irréductible, et toutes les explications sont insuffisantes.

Robert ELIE.

Vie de château

C'est un château d'ancêtres
Sans table ni feu
Ni poussière ni tapis.

L'enchantement pervers de ces lieux
Est tout dans ses miroirs polis.

La seule occupation possible ici
Consiste à se mirer jour et nuit.

Jette ton image aux fontaines dures
Ta plus dure image sans ombre ni couleur

Vois, ces glaces sont profondes
Comme des armoires
Toujours quelque mort y habite sous le tain
Et couvre aussitôt ton reflet
Se colle à toi comme une algue

S'ajuste à toi, mince et nu,
Et simule l'amour en un lent frisson amer.

Anne HEBERT.

Je parle avec des mots

"Il mit à l'orient la flamme de l'épée tournoyante, pour garder le chemin de l'arbre de vie."
GEN. II, 24-25

Parfois je rêve
que le poème est un visage sans espoir
tourné vers l'est et la vie.

J'étais mieux sous les arbres de ma jeunesse
entre les fûts du Père à son plus fort,
mangeant les fuits qu'Il nomme.
La femme fut d'abord moi-même et je fus elle,
la paix en deux personnes,
un jeu de chairs plein dabondance et d'abandon.

Que fut cet éclair sous la vigne,
ancien prestige du serpent?
J'ai la mémoire infâme et les yeux froids,
qu'importe :

La femme fut dès lors ce malaise à ma droite,
je ne suis plus qu'un homme et tous les hommes
tour à tour me recommencent.

Je romps la terre et l'arbre, je sème
et je bâtis et je combats et je fais naître
et je vis de la mort des bêtes.
Je romps la terre et l'arbre, j'élève
l'autel à la divinité latente:
ainsi je parle à l'inconnu.

Je parle avec des mots que j'invente:
ceci la table, là le vin, ailleurs le ciel.

Parfois je veille pour bénir, je dis:
« Ce que je fais me rappelle moi-même
entre Tes mains. »

Réginald BOISVERT.

Erreurs

Souvent l'on confond
La feuille et l'oiseau,

La terre et le ciel
Dans les paysages,

La terre et le ciel
Au confessionnal,

Ses plaisirs et fautes
Quand on est enfant,

Le jupon des filles
Et la voile au vent,

Les baisers qu'on donne
Et ceux qu'on reçoit,

Les cris de détresse
Et les cris de joie.

Eloi de Grandmont.

Y a-t-il un malaise chez les catholiques français ?

NOTE

Peu de sujets provoquent autant de discussions, chez nous comme dans tous les milieux catholiques du monde, que la situation actuelle des catholiques français. Le phénomène se manifestait à l'état aigu au cours de la dernière guerre, alors que des spécialistes du jugement dernier nous présentaient l'occupation allemande comme le juste châtiment d'un peuple impie. Encore tout récemment, des dizaines de correspondants du *DEVOIR* reprenaient le thème.

Maintenant comme alors, les dénonciateurs trouvent à qui parler. Les catholiques français ne manquent pas de défenseurs, ni leurs oeuvres d'illustrateurs. Mais ceux-ci ont fort à faire. Une accusation n'attend pas l'autre. A peine a-t-on sonné le glas sur la chrétienté française, et proclamé qu'elle n'est plus de ce monde, que nous apprenons aussitôt qu'elle est bien de ce monde et qu'elle en est trop.

Le monde catholique est donc plus ou moins perplexe devant cette chrétienté que l'on dit à la fois disparue et trop présente. Le Chesterton d'avant la conversion avouait ne savoir que penser de la chrétienté totale, que l'on accusait tour à tour devant lui d'absence au monde et d'esprit mondain. Il concluait qu'une institution aussi paradoxale, si elle était dans l'erreur, l'était à un point monstrueux, et méritait que l'on s'arrêtât longuement à l'étudier.

De même la chrétienté française mérite-t-elle une attention sérieuse. C'est pourquoi nous reproduisons ici, à titre de document, un article paru dans "le Monde" de Paris en date du 30 mars dernier.

x x x

Une tendance à de sérieuses déviations doctrinales et à d'importantes initiatives se manifesterait-elle parmi les catholiques français, théologiens, intellectuels et apôtres, qui s'efforcent de ne pas perdre le contact avec le monde moderne ? A l'opposé, la vague d'inquiétude et de peur qui a déferlé naguère sur les Etats-Unis et déclenché ce que le président Truman a lui-même appelé "la chasse aux sorcières" viendrait-elle battre les murs de la Ville éternelle ? Y a-t-il une réelle tension entre les autorités romaines et de nombreux catholiques français, comptant parmi les plus actifs, mais dont les oeuvres seraient difficilement tolérées et l'orthodoxie niée ou suspectée ?

Une haute personnalité ecclésiastique a bien voulu répondre à nos questions. C'est un signe des temps qu'elle ait jugé préférable de conserver l'anonymat.

1° Pensez-vous que d'authentiques manifestations du catholicisme français actuel soient menacées dans leur avenir à la suite de campagnes politiques concertées ?

— Il est exact que des analyses, recherches ou initiatives, tentées en France pour jeter un pont sur le fossé qui s'élargit entre l'Eglise et le monde moderne sont parfois taxées de modernisme (doctrinal, juridique ou social) et finalement discréditées, sinon même condamnées. La situation des intellectuels chrétiens devient ainsi chaque jour plus inconfortable. Un trouble grave envahit les consciences. Ce serait manquer à notre devoir que de n'en pas chercher et n'en pas révéler les symptômes et les causes. L'affaire est grave, n'en doutons pas, et des personnalités parfaitement autorisées ne cachent plus leur inquiétude. Beaucoup estiment que le jour viendra où l'on s'apercevra — trop tard —que l'on a découragé les meilleurs serviteurs de l'Eglise. D'autres, qui n'ont à la bouche que condamnations, décrets, mises en garde et autres arguments d'autorité, se taillent à bon compte une réputation d'orthodoxie et de fidélité. Leur méthode est la dénonciation et la calomnie. Ils se répandent dans les antichambres du Vatican, "font les couloirs" comme à la Chambre des députés et couvrent de pureté doctrinale leurs arrière-pensées politiques. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : beaucoup de ces ragots sont issus de feuilles d'extrême droite qui se mêlent comme jadis de morigéner l'Eglise, les évêques et tout ce qui se fait de vivant dans le catholicisme français. De puissants intérêts, plus masqués mais plus efficaces, s'emploient également à tirer parti de cette campagne.

"On décèle partout des crypto-communistes qui feraient la politique du parti au sein des groupements chrétiens. Un bulletin jusqu'alors inconnu, qui n'a pas d'abonnés mais qui ne doit pas manquer de ressources, si l'on en juge par sa présentation, et dont l'adresse avouée au surplus n'est qu'une boîte aux lettres, se donne le ridicule de présenter le principal hebdomadaire des catholiques, *la Vie catholique illustrée,* qui tire à plus de cinq cent mille exemplaires, comme un organe de pénétration communiste, ce qui est, quand on connaît cette revue et ses dirigeants, une aimable plaisanterie. Il est vrai que le même bulletin désigne *le Monde* comme un organe stalinien. On arrose gracieusement les évêchés de cette littérature, on la reproduit en polycopie que l'on expédie dans tous les presbytères. Avec quel argent ? Pour quelles fins ?

"Le fait est que l'impudence de ces docteurs bénévoles devient telle que l'archevêque de Paris s'est vu forcé de les dénoncer dans sa lette de carême (car l'épiscopat ne trouve pas grâce devant ces ultras). "Ces ab-" solutistes belliqueux ou habiles, écrit-il, se croiraient facilement inves-" tis d'une mission de sécurité et d'orthodoxie dans l'Eglise de Dieu."

"Il n'est pas exclu que ces enragés, utilisant habilement des défaillances ou des erreurs individuelles, trouvent des oreilles complaisantes à Rome, auprès des théologiens que leur formation, leur milieu et leurs traditions font peu réceptifs aux appels anxieux d'un monde dont l'évolution se révèle trop rapide pour leur rythme de pensée ou de gouvernement. Le malaise des catholiques en France provient de ce décalage entre les expériences journalières qui exigent une grande liberté d'esprit et d'initiative et un rigorisme doctrinal qui a de la peine à en saisir le bien-fondé.

2° Rome appuie-t-elle ces campagnes ?

— Rome ne peut que désavouer le recours à des procédés aussi déshonorants que ceux qui sont actuellement mis en oeuvre pour calomnier les catholiques français.

"Il est toutefois impossible de nier qu'une réaction de prudence autoritaire et de conservatisme religieux se manifeste depuis quelque temps au Vatican.

"L'encyclique *Humani Generis* de 1950 au sujet de "quelques opi-"nions fausses qui menacent de miner les fondements de la doctrine ca-"tholique" avait déjà marqué un durcissement très net. Les intellectuels catholiques de France ont fait et font des prodiges pour s'y conformer sans pour autant rompre les ponts avec les savants et les penseurs incroyants. Le moins qu'on puisse dire est que leur tâche est malaisée. Non moins pénible est la situation de ceux qui militent pour une meilleure compréhension des Eglises séparées : l'oecuménisme suscite désormais la méfiance, et Rome a mis en garde contre ce qu'on appelle l'"irénisme", et qui consisterait à minimiser la doctrine pour favoriser imprudemment des rapprochements avec les protestants et les orthodoxes.

"Au plan de l'action catholique on constate la même réaction. Sous l'impulsion de Pie XI, entre les deux guerres, la France avait pris la tête du mouvement qui donnait aux laïcs dans l'Eglise une initiative et une responsabilité jusqu'alors inconnues. Des "mouvements spécialisés" s'étaient fondés qui devaient s'adapter aux différents milieux de vie pour les christianiser.

"La Jeunesse ouvrière chrétienne (J. O. C.), la Jeunesse agricole chrétienne (J. A. C.) avaient fait du bon travail. A tort ou à raison, il apparait que tout est remis en question aujourd'hui. On attaque — contre le gré des évêques — cette "spécialisation" comme étant une forme de la lutte des classes sournoisement introduite au sein de l'Eglise; on en revient à une action catholique si générale qu'elle ne saurait atteindre certains milieux et qu'elle risque d'être utilisée à des fins politiques.

"Un autre point de friction concerne l'apostolat des masses prolétariennes. Des prêtres de chez nous ont éprouvé à quel point Dieu était absent du monde ouvrier. Ce n'est même plus de l'hostilité, c'est une parfaite, totale, souveraine indifférence. L'Eglise n'existe pas pour les prolétaires. Elle n'est pas de leur monde. Elle est moins qu'étrangère; proprement inexistante. Pas même un signe de contradiction : le néant. Ebranlés jusqu'au plus profond de leur être par cette expérience, ces prêtres ont décidé de travailler en usine, compagnons de misère, pauvres parmi les pauvres, porteurs de la même espérance d'un monde moins injuste et d'abord témoins du Christ au milieu des esclaves de la machine. L'épiscopat français les approuve et les couvre, sauf à contrôler soigneusement une activité où les risques sont grands. A la suite du cardinal Suhard, qui fut leur fondateur et leur protecteur, tous les évêques des centres industriels se sont courageusement compromis à Rome pour défendre cette expérience. Aujourd'hui les fanatiques de l'orthodoxie multiplient leurs attaques. Rien de surprenant à cela : que savent-ils d'un monde de misère dont ils se sont béatement retranchés ? Comment, au centre même de la chrétienté, pourrait-on percevoir l'acuité du problème ? Cela est indicible et quasi incommunicable tant que l'on n'a pas vu de ses yeux, éprouvé dans sa chair, le drame de cette terrifiante absence de Dieu. Il est déjà admirable que des évêques en France aient eu l'intuition par personne interposée. A Rome cela est beaucoup plus difficile parce que l'on y est, spatialement et psychologiquement, plus éloigné de la réalité. C'est un cas parmi d'autres de l'incompréhension qui éclate si souvent entre gouvernants et gouvernés, et qui vaut d'ailleurs pour n'importe quel pouvoir profane. Les détenteurs du pouvoir sont entourés de trop de conseillers : fonctionnaires, experts, techniciens . . . et flatteurs, pour ressentir dans leur vivacité et leur acuité les problèmes de base.

3° Cette situation est-elle particulière à la France ?

— Non, on pourrait donner bien des exemples de l'utilisation du catholicisme à des fins politiques dans différents pays. En Italie par exemple, où l'on a vu pendant les élections des "comités civiques" jouer, sous couleur de religion, le rôle de comités électoraux. M. Gedda en était l'animateur. Sa nomination récente à la tête de l'Action catholique italienne est un signe inquiétant, puisque au vu et au su de tout le monde catholique il représente cette tendance autoritaire et confusionniste qui est la négation de tant d'efforts pour distinguer le spirituel du temporel, la religion de la politique, et finalement le christianisme de son exploitation politico-sociale. On perçoit ici la différence de psychologie des peuples et qu'il puisse être nécessaire d'agir de manière différente en Italie et en France. Mais on fera difficilement admettre aux catholiques français que l'on puisse utiliser le Christ pour une campagne électorale non plus que pour une stratégie atlantique ou une croisade anticommuniste. Ils estiment que la transcendance de Dieu est injuriée et moquée par de telles pratiques. Non qu'ils contestent les principes de la morale catholique concernant la vie publique aussi bien que la vie privée. Mais entre les principes et les directives pratiques qui compromettent l'Eglise dans les luttes électorales, il y a un abîme qu'ils ne sont point disposés à franchir.

4° Le catholicisme français n'est-il pas par rapport à celui des autres pays dans une situation aventurée ?

— Il appartient à Rome de fournir la mesure et la règle aux tâcherons de l'apostolat qui peinent et prient à tous les points de la périphérie mondiale et apportent au foyer de l'Eglise universelle leurs aspirations, leurs initiatives, leurs appels.

"Cette règle, les catholiques de France en comprennent fort bien la nécessité. Ils savent que leur pays n'est pas seul au monde et qu'il n'est pas aisé de maintenir l'unité entre des chrétientés aussi différentes de la leur que celles de l'Amérique du Sud, de l'Espagne, de l'Irlande ou des Etats-Unis. On conçoit que Rome puisse donner des conseils de prudence aux catholiques français, qui sont à l'avant-garde de l'univers chrétien. Il n'empêche qu'ils ont aussi leurs problèmes, et fort urgents. Il est assez honorable et naturel qu'ils inventent, et ils le font sous le contrôle de la hiérarchie, des solutions hardies pour y faire face. Est-ce une raison pour que la presse des catholiques étrangers et des fanatiques de chez nous suspecte l'orthodoxie de l'Eglise de France ? Ce mélange d'admiration, d'envie et de dénigrement témoigne simplement d'un complexe d'infériorité qui est à base de peur. Mais à cette crainte malsaine de l'avenir, il sera bien permis d'opposer cette remarque profonde d'Etienne Gilson, qui, après une vie consacrée à l'histoire de la philosophie, a écrit ces lignes qu'on ne saurait trop méditer : "La tâche de l'Eglise n'est pas de conserver le " monde tel qu'il est, même s'il est devenu chrétien, mais de la conserver " chrétien tel qu'il ne cesse jamais de devenir autre ... Le monde où le " christianisme a déjà fait son oeuvre lui cache celui où il a son oeuvre à " faire. Sa victoire est toujours devant lui." Cet optimisme devant le monde, cette confiance en l'avenir de l'humanité et de l'Eglise, voilà sans doute les traits caractéristiques de la chrétienté française d'aujourd'hui."

DEUX LETTRES

1.-Sur la mort d'une jeune fille

(par Guy Cormier)

PARIS, le 2 février 1952.

Notre chère amie Pat Groom est décédée le 30 janvier. L'infirmière nous a dit qu'elle faisait depuis longtemps du rhumatisme cardiaque; le poison a attaqué le foie et elle est morte d'un éclatement de cet organe dans un vomissement de sang. Elle a beaucoup souffert parce qu'il n'y avait pas de morphine à la clinique. Elle devait entrer à la clinique à la fin de décembre. Elle a différé à cause d'une réunion d'études à Sarrebruck. Sur ses instances, le spécialiste l'a laissée partir. Si elle avait été soignée à temps, on aurait pu la sauver. Pensées vaines! Le 2 février, le journal *le Monde* annonçait : "On annonce le décès, survenu mercredi à Paris à la suite d'une longue maladie, de miss Patricia Groom, responsable du Centre international de documentation et d'information. Venant de la Jeunesse étudiante catholique (J.E.C.) américaine, elle travaillait depuis deux ans à la coordination des différentes J.E.C. du monde entier. C'est dans l'accomplissement de ce travail qu'elle se dévoua jusqu'à l'épuisement au service de la jeunesse étudiante." Ceux qui n'ont pas connu Pat n'en croiront rien. On se figure toujours que l'héroïsme ou la sainteté, c'est un grand coup de tonnerre alors qu'en vérité c'est la grisaille de tous les jours. Pat est morte parce qu'elle ne savait pas tricher. Ou plutôt elle savait tricher — elle était trop intelligente et trop lucide pour l'ignorer — mais elle ne voulait pas tricher.

Je ne savais pas ce que c'était. Les deuils de l'enfance sont les deuils des autres. A 7 ans, j'ai vu un de mes petits compagnons tué sous mes yeux par une automobile. J'ai oublié très vite le visage de ce petit camarade mais je n'ai pas oublié celui de sa maman qui me couvrait de baisers, le visage ruisselant de larmes, quand, revenant de l'école, je passais devant sa porte. Quand la grand-mère Cormier est morte, j'avais 11 ans. Il n'y avait eu qu'un instant émouvant. Mon père était revenu du bureau plus tôt et dans un sanglot il avait dit "maman est morte". Il ne disait pas habituellement maman pour désigner sa mère mais cette fois il l'avait dit comme nous autres, les enfants. Ma grand-mère était exposée dans notre salon mais cela n'avait rien de sinistre à mes yeux. Il y avait même des épisodes qui faisaient penser à Noël ou au jour de l'An. Il venait beaucoup de monde qui racontaient des souvenirs. L'oncle Paul était à Détroit depuis trente-cinq ans. Avait-il reçu le télégramme ? Arriverait-il à temps pour les funérailles ? Combien y avait-il de milles de Détroit à Sherbrooke ? Ce devait être pénible pour l'oncle de faire ce voyage seul dans les trains. N'allait-il pas s'écarter aussi ? Il y avait eu un autre instant pénible : le cortège dans la rue. Il y avait des gens sur le trottoir qui nous regardaient. Leurs regards etaient indécents et impies. Sentiment d'aliénation. On aurait dit qu'ils allaient nous lancer des pierres.

Réal Michaud m'a téléphoné le soir. Il m'a annoncé la nouvelle et m'a dit de me rendre le plus tôt possible à la clinique, qu'il n'y avait personne.

Michaud m'attendait à la porte de la grille. Nous sommes montés. Je n'avais jamais vu la mort à l'état nature. Les Européens n'embaument pas les morts. Le corps de Pat était sur le lit où elle avait expiré quelques heures auparavant. On lui avait fait une toilette élémentaire. Un filet de sang sortait de la bouche. Réal l'a essuyé avec un linge. J'étais incapable de prier, je regardais stupidement la grimace de ce visage que la lumière directe du plafond éclairait. Je pense que j'ai été pris d'un sentiment de terreur. J'ai dit à R. que la condition humaine était une chiennerie et R. a été scandalisé. C'était un blasphème. Ma pensée était que quelqu'un avait martyrisé cette pauvre fille, non seulement martyrisé mais caricaturé parce qu'il ne restait d'elle qu'une vague ressemblance (elle était changée en pierre) et que ce quelqu'Un était Dieu. Quelques heures plus tard, B. est venu nous rejoindre. Nous avons essayé de prier mais je ne réussissais pas trop bien. Vers 4 hres, B. a commencé à s'accuser, à dire qu'il avait été négligent, qu'il était responsable de la mort de notre soeur. Nous avons essayé de le calmer. Il commence à faire jour. Le visage de la morte est détendu. J'ai pensé au spectacle de l'océan déchaîné tel que je l'ai vu en traversant et j'ai pu prononcer le nom de Dieu. J'ai pensé que la mort pouvait avoir la beauté d'une tempête sur la mer et qu'elle racontait la gloire de Dieu. Vers 8 hres, notre ami américain est arrivé avec l'entrepreneur de pompes funèbres. L'entrepreneur lui, décidément, ne comprenait pas, ne suivait pas. Il ne comprenait pas que la mort nous enlève jusqu'à notre nom. Il disait, par exemple : "Nous allons mettre Mlle Groom dans le carboglace et elle se conservera mieux", ou : "Mlle est une personne de condition, par conséquent..." J'ai eu à ce moment le sentiment que le monde des vivants est dans un perpétuel état onirique, que c'est lui qui dort et que les morts habitent une cité réelle. Il était 8 hres et je suis parti. J'ai eu pour la première fois l'impression que la France était un pays froid et hostile, un pays meurtrier. Les allées et venues des marcheurs sur la rue me paraissaient incohérentes et sans objet. Pourquoi cette femme lève-t-elle le rideau de son magasin ? Pourquoi cet homme prend-il le métro ? Pourquoi cet ouvrier demande-t-il *l'Humanité?* Pourquoi le communisme? J'avais l'impression d'assister à une pièce de théâtre; je voyais les gestes mais je ne comprenais pas les mots (cette image est dans Bergson et elle est d'une vérité crue). J'ai pensé aux théories de Platon sur l'irréalité du monde sensible. Le réel n'est-il pas l'âme et le sensible n'est-il pas qu'apparence trompeuse ?

Impossible de reconstituer le visage de notre amie. Impossible de retrouver ses yeux, le son de sa voix. Mais je retrouve des gestes. Et encore, ces gestes sont esquissés seulement. Quand j'arrive à Paris elle m'abandonne son guide du métro. Deux semaines avant sa mort, ignorant sa condition, j'étais allé lui porter un texte pour traduction. Elle acceptait de faire la traduction mais s'inquiétait : "Est-ce que je saurai respecter votre style ?" Je sais qu'elle l'a dit mais je ne retrouve pas sa voix. Au mois d'octobre, nous étions quelques-uns à marcher sur le boulevard Montparnasse. Elle avait eu un profond soupir en disant : "Mon corps ne suit plus mon esprit."

Le lendemain, je suis retourné veiller le corps. Il y avait beaucoup de monde le jour mais il était difficile de trouver des veilleurs parce que les étudiants ont des cours. A 3 hres, nous avons remplacé trois Américains qui n'avaient pas cessé de prier à genoux. M. avait apporté le *Rituel des Fidèles.* Nous avons lu les prières de l'Extrême-Onction. Je ne les connaissais pas. Comment ne pas aimer tendrement l'Eglise pour ces prières qui sont d'une rare beauté. C'est vraiment la mère qui intercède pour son enfant. Elle mobilise tous les saints et saintes, les prophètes, la Vierge, le Christ. Non seulement elle prie par leur intercession mais elle les prend à témoin, elle les compromet en quelque sorte. Elle plaide la faiblesse de l'homme, la jeunesse, elle plaide les circonstances atténuantes. L'une des

prières se termine par ces mots: "C'est vrai qu'il a péché, votre serviteur, mais rappelez-vous que dans tous ses égarements il n'a jamais renié le nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit." J'ai pensé avec sympathie et respect à mes frères qui, étant prêtres, sont appelés à prononcer ces paroles sur la tête des mourants. Hier soir, il y a eu veillée de prières à la chapelle de la J.E.C. française, rue Pierre-Nicole. Toutes les nations étaient là, je pense bien.

Les obsèques auront lieu lundi sous la voûte de la très vieille église Saint-Séverin, qui en a vu bien d'autres. Il y aura des pleurs, mais des pleurs de joie, parce que, à cause de sa servante, "Dieu a réjoui notre jeunesse". Conformément à sa volonté, le corps de Pat sera enterré en terre française.

2. - Sur l'action chrétienne en Orient

(par Jacques Dubuc)

N.D.L.R. — Jacques Dubuc est un jeune ingénieur de Montréal qui habite le Bengale depuis deux ans avec sa femme Pierrette. Il pratique sa profession au Pakistan mais les motifs de son départ pour l'Orient n'étaient pas d'ordre professionnel; ils étaient d'ordre missionnaire.

BARISAL, le 11 mars 1952.

Chers amis,

Nous avons eu beaucoup de plaisir à recevoir votre lettre du 21 décembre et plus récemment celles de Claude. Elle nous a rejoints au moment où nous partions pour Barisal prendre deux semaines de vacances et rencontrer l'abbé Monchanin que les Pères avaient fait venir pour prêcher la retraite. Le Père Monchanin poursuit actuellement dans le Sud de l'Inde, avec un compagnon, une expérience de vie monastique à structure hindoue. Nous nous excusons de ne pas avoir écrit depuis six mois si ce n'est au Père qui a dû vous communiquer les nouvelles. C'est que tout ici, et même notre travail qui dépend actuellement beaucoup de celui des Pères comme nous vous l'expliquerons tantôt, était conditionné par l'attente de la nomination du nouvel évêque.

Nous avons vécu des jours plutôt sombres. Les Pères étaient cantonnés dans le Backerganj et Faridpur, autour de Barisal. Nous étions seuls de notre espèce à Chittagong et notre travail se dissolvait dans une atmosphère très lourde due à ce que l'on considère l'action catholique comme une appartenance à la légion de Marie ou comme un "social, spiritual and material uplift of the community", i.e., la défense du petit groupe catholique, sans le moindre souci missionnaire. Les temps n'étaient pas prêts pour l'action catholique, du moins comme objet principal de notre activité. Il nous faudra maintenant nous orienter vers la formation de jeunes couples chrétiens soit anglo-indiens, soit Bengalis et en même temps leur faire découvrir leur fonction missionnaire. Cela semble avoir été l'effet du travail de mission, jusqu'à présent, que les missionnés n'étaient pas missionnaires; et ceci dans presque tout l'Orient. C'est inévitable tant qu'on a en tête la hantise du salut individuel, qui en plus d'être issue du jansénisme est très hindoue et marque les chrétiens pour la majorité venus de l'hindouisme.

Une autre de nos fonctions est aussi celle d'être facteurs d'unité dans une société compartimentée: Bengalis musulmans, chrétiens ou hindous;

Anglo-Indiens, musulmans de l'ouest du Pakistan, Européens aussi qu'il ne nous faut pas négliger.

Votre lettre nous a posé quelques questions qu'il nous faut aborder :

1 — Que nous restions seuls ici, c'est une possibilité qui nous fait parfois "frémir" et à laquelle nous refusons de nous attarder. Ce que nous comprenons mieux toutefois, c'est qu'il était impossible que des laïques missionnaires nous rejoignissent durant les premiers deux ans; mais nul doute qu'il faut maintenant un gros effort de votre part pour décider ceux qui sont intéressés. Je crois bien qu'en plus des visites dans les collèges, il faudrait que ceux qui sont tentés soient réunis dans des équipes auxquelles votre attention soit constante et intime. Notre cas était bien différent, mais il ne faut pas attendre en général qu'une décision de cette envergure soit prise en dehors d'un climat particulier et chaudement entretenu. Je me demande si vous avez étudié ce problème. Il y a aussi le fait qu'on se fait de loin une idée bizarre du travail missionnaire laïc ou religieux, qui n'est attirante que pour les exaltés ou des aventuriers ou ceux qu'une vocation religieuse a déjà préparés. J'en reparlerai plus loin.

2 — L'Amérique du Sud ou le Bengale. Que les jeunes soient plus intéressés à l'Amérique du Sud qu'au Bengale, c'est affaire de propagande. Pour notre part, nous croyons qu'il n'y a pas de comparaison à faire entre l'Amérique du Sud, où l'Eglise est déjà bien implantée mais manque de vitalité, et l'Orient (Inde, Chine, etc.), où se jouent des enjeux tellement plus vastes. Le problème de l'Amérique du Sud, semble-t-il, en est un d'évangélisation locale qui ne devrait pas offrir aux jeunes le même attrait que celui de l'Orient, où il est question de christianiser des civilisations au confluent de courants mondiaux majeurs et créateurs de l'avenir. Il ne s'agit pas tellement de convertir le Musulman, l'Hindou ou le Chinois, mais l'islamisme, l'hindouisme et bientôt le marxisme, porteurs de valeurs indispensables à l'Eglise si elle veut obtenir sa pleine résonance humaine dans les temps modernes. Il y aurait beaucoup à écrire là-dessus. Il ne s'agit pas de consolider des situations acquises, mais de faire éclater le monde chrétien-occidental, de voir le monde comme un tout dans lequel toutes les parties ont une fonction à accomplir. (La première idée d'Ad Lucem : "le laïque missionnaire au service des civilisations" et tout le problème d'avoir une église "du pays' et non pas seulement "dans le pays", une église à structure mentale et à visage indien ou pakistani au lieu de rester européenne.)

3 — Question de notre "héroïsme". Il y a là des illusions dangereuses pour l'avenir du laïcat missionnaire.

Vous ne savez pas combien l'idée usuelle du chrétien sur les missionnaires est fausse et sentimentale, sur tous les plans, et c'est compréhensible à voir la propagande à laquelle il est soumis. "Le Missionnaire dans la brousse", les "peuplades indigènes", les photos de petits nègres auxquelles on ose accoler: "C'est par le ventre qu'on les prend", les petits Chinois abandonnés et j'allais ajouter les petits chiens de madame la comtesse, tout cela fait pâlir d'indignation l'oriental cultivé. Sur un autre registre "spirituel", toute une atmosphère de privations excessives et continuelles, de renoncements exceptionnels à toute vie épanouissante, de charité et charités bénisseuses, de randonnées quasi mortelles dans une jungle peuplée de tigres et de serpents pour "gagner des âmes au Christ" (le corps n'a pas d'importance) de consolations concomitantes extra-célestes; tout cela fausse complètement le sens du travail missionnaire. Il ne faut pas nier que le missionnaire mène parfois une vie très dure, mais il est ordinairement assez comfortable matériellement. La difficulté n'est pas là; c'est plutôt de s'adapter au pays, de l'adopter, car toute adoption véritable nécessite une grande force d'âme, une grande charité, une intelligence qui

se nourrit et l'espérance. (Vous seriez surpris du nombre de missionnaires qui ont perdu l'espérance — je ne parle pas de l'équipe).

Je me souviens d'une conversation avec Pierre Elliot Trudeau peu avant notre départ, où nous nous demandions si la charité pouvait être plus facile au missionnaire. Je suis obligé de dire que la charité ne dépend pas du tout des conditions matérielles de notre état de vie, mais uniquement de notre effort continuel pour tâcher de la garder. Il m'est aussi pénible, par exemple, de recevoir un Bengali qui a besoin de moi et aussi facile d'esquiver sa visite si je n'ai pas envie de le voir, qu'au Canada d'agir semblablement. Il n'y a pas pour nous d'héroïsme d'état de vie.

Nous ne sommes pas dans la jungle au milieu de pitécanthropes. Nous vivons une vie assez sembable à celle du Canada, au milieu d'un peuple dont la civilisation est authentique et souvent prenante.

Il nous reste un gros effort à faire pour pénétrer davantage l'hindouisme et l'islamisme; sans compter les problèmes majeurs posés par la propagande et le fait communistes en face du libéralisme occidental qui se défend une fois de plus avec des moyens d'argent. Des Pakistanis m'ont dit : si nous voulons avoir de l'argent des Etats-Unis, faisons-leur croire que le pays se communise !

Laissez-moi vous dire que bien qu'éloignés nous partageons vos préoccupations; ce que nous n'avons pu vous faire passer jusqu'à présent, c'est que les nôtres leur sont analogues, même si le contexte social est différent.

Nous vous écrivons si peu que nos lettres sont toujours pleines de textes impersonnels; soyez sûrs que nous vous aimons vous deux et tous les autres et que nous avons hâte de vous revoir. Il ne faudrait pas rompre une fois de plus le dialogue.

L'univers de Jouhandeau

Ce n'est pas par *Un monde* qu'il convient de s'introduire dans l'univers jouhandélien. Ni par la porte de l'*Imposteur* ou d'*Elise architecte*, ou de l'*Oncle Henri*, piètres vestibules, indignes entrées de la plus singulière demeure littéraire de notre temps. On serait trompé, on se tromperait. D'autant plus probablement que d'autres, parvenus de l'intérieur à ces pièces nouvellement aménagées de neuf et de vieux, ont alors douté de cette création-là, de son ciel et surtout, hélas! de son enfer. Ils songèrent à partir, mais à peine eurent-ils tourné le dos qu'ils le regrettèrent et s'aperçurent, comme dit Jouhandeau des soeurs *Pincengrain*, "qu'on ne pouvait pas, sans être infidèle, sans se manquer à soi-même, sans se diminuer, sans se suicider un peu, renoncer à M. Godeau, se priver de sa société". Les familiers de M. Godeau sont donc retournés aux lieux de leur première surprise indignée et scandalisée, aux régions de leurs saisissements et de leurs fascinations, aux sources de plaisirs exquis et d'inquiétudes souveraines. Ils ont mesuré la portée de leur dernière et fâcheuse impression; ils lui ont reconnu un sens qui confirme à leurs yeux la grandeur de Jouhandeau et assure le triomphe du double immortel émané de lui. M. Godeau intime ou marié, intouchable ou prostitué, sauvé ou damné. Qu'importe ? serions-nous tentés de dire, pour achever de lui donner raison.

Pour connaître Marcel Jouhandeau, il faut entrer par Chaminadour, c'est-à-dire Guérets, chef-lieu de la Greuse, entre Limoges et Châteauroux. Les 10,000 âmes de cette petite ville obscure, à l'écart sous son Maupuy, un amateur d'âmes allait les aimer passionnément, d'un amour indiscret et tenace, tendre et lucide, et le dire et le proclamer en distribuant à gauche et à droite l'apothéose et l'abjection, la gloire et la caricature, l'extase et le ridicule, l'admiration et l'ironie; en multipliant les évolutions, les portraits, les thèmes et les variations comme autant de secrets dérobés aux dossiers du jugement dernier; en élevant ceux-ci, en abaissant ceux-là, non seulement à son gré, mais encore miracle de pénétration et prodige de sympathie — à leur gré commun à eux et à lui, pour les montrer ainsi fixés dans la pose de l'élection ou de la fatalité, installés dans la différence irréductible du désir et du choix.

"Je ne peux pas ne pas avouer aujourd'hui, confesse un Jouhandeau momentanément effrayé, qu'à l'origine il dut y avoir dans mon besoin naïf, maladroit d'écrire, quelque chose de criminel, voire de sacrilège et de diabolique, une indiscrétion flagrante et la pire qui tenait du dol, du vol et du viol et du viol et du dol de choses saintes." Mais sa vocation et ses oeuvres justifient ce coupable déconcertant. "Ma vocation, écrit-il encore dans *Essai sur soi-même*, repose toute sur l'estime singulière que j'ai conçue pour mon âme et pour l'âme humaine dès l'origine de ma vie. Dès mon enfance le sentiment de ma propre grandeur m'a accablé et le sentiment de la grandeur de n'importe qui m'a troublé, enivré pour toujours, comblé." Approfondies et savourées comme elles l'étaient chez lui, l'intuition et l'expérience du prix infini de l'humain comportaient le danger de la tentation par excellence, à laquelle il se consacrera audacieusement, comme d'autres se vouent humblement à la perfection. Religieux à rebours, sa prespective sera celle de notre noblesse inaltérable t son regard celui d'un orgueuil exemplaire.

Jouhandeau s'installe à Paris où par un étrange souci d'ascèse, pour raidir sa volonté, pour se protéger de ses propres extravagances en les

protégeant, il choisira d'être professeur de sixième dans un pensionnat catholique. Durant plus de trente ans, il sera maître impeccable le jour, homme imprudent la nuit et, après la confrontation quotidienne de la lettre à sa mère, créateur à l'aube. En 1919 la N.R.F. l'accueille et bientôt Guérets se réveille Chaminadour. Surprise, indignation, colère, consternation, exaspération, représailles de la part de parents, d'amis, de voisins, de concitoyens surpris "en flagrant délit d'humanité ou d'inhumanité" — selon le mot de l'indiscret lui-même, outragés dans leur fierté ou leur humilité, leurs étalages ou leurs secrets, et qui se reconnaissent tels quels ou s'identifient, poussés à bout, qui se voient nus sur la place publique ou qui se cherchent et se découvrent logés aux inimaginables confins de leurs qualités, de leurs travers, de leurs folies, de leurs vertus et de leurs vices.

Par un certain laconisme, par une économie à la fois dense et ténue, par l'aisance à atteindre l'essentiel, l'art de Jouhandeau rappelle de loin celui de Tchékov — tout extérieurement d'ailleurs, car l'animation et la résonance diffèrent radicalement. Le style est volontiers celui de la notation, du compte rendu sténographique, avec ses articulations à jour et une élégance squelettique. Désinvolture ou compilation, des tournures bizarres se rencontrent qui arrêtent l'attention comme des gestes insistants. Souvent le rythme s'élargit aux ampleurs lyriques, se gonfle de l'abondance du continu et la phrase s'abandonne à l'enchaînement des images en inépuisable génération. Mais toujours, un son d'une pureté cristalline, accompagné de ses harmoniques d'acuité tendre et d'ironique solennité. Une maîtrise parfaite de la contradiction, un maniement de l'ambiguïté savant et pervers. Un génie égal de l'évidence et de l'abscons, de la simplicité et de la subtilité. Une information supérieure toute religieuse, spécifiquement catholique en sa totalité et dans le détail, depuis le mystère en soi jusqu'au bénitier. Jouhandeau est incompréhensible sans Dieu, sans l'Eglise, sans la liturgie. Moraliste mystique, immoraliste dévot, croyant rompu aux pratiques et non-pratiquant, non-conformiste virtuose du conformisme, il fait du catholicisme une franc-maçonnerie, un hermétisme au sein duquel on n'entre pas à moins de s'être soi-même compromis dans l'orthodoxie.

Grâce à une prostitution éhontée des biens du culte et de la théologie, ses privautés les plus risquées et ses familiarités les plus cruelles et les plus grotesques prennent habituellement des proportions grandioses; l'atmosphère, les êtres et les choses subissent, à travers le blasphème et l'irrévérence, une sorte de transmutation ecclésiastique et se nimbent de sacré. Son extraordinaire féérie humaine se déroule de préférence à l'église, du moins sur le parvis ou devant le presbytère. Son redoutable appareil de foi, de conscience, de génie et d'orgueil éclaire tout d'une lumière limpide mais équivoque, fait tout apparaître dans une netteté sans ombres mais enfermée dans un cristal d'absence. Mais sa vérité a d'autres aspects. Ainsi que tout homme venant en ce monde, Jouhandeau est le voisin du Dieu vivant; son talent particulier est de le savoir si bien, de trop s'y comprendre — à la lumière du mystique amoureux de l'amour de Dieu plutôt que de Dieu — et de tendre à tout ramener à ce voisinage, à tout hisser à cette hauteur. Or aux timides la sincérité d'une ostension humaine complète et revêtue de ses ornements de nature, de grâce, de don et de péché, est précisément intolérable et blasphématoire.

Sous ses débauches de fantaisie transparait généralement l'urgence d'un réalisme pénétré de surnaturel. Et nonobstant certains grossissements épiques, où son imagination galvanisée par l'orgueil fausse le sublime et sert des apparences de drame, il vénère toujours, même chez les fous, son image et celle de Dieu, car son oeil excelle à discerner dans la destinée la plus abracadabrante le résidu d'âme, le presque rien spirituel, la simple singerie peut-être qui donne à l'humain une saveur sinon une valeur humaine.

Tout art est déformation en vue et à la suite d'une information nouvelle. Chez Jouhandeau une vision spirituelle opère presque à elle seule la transposition esthétique, en saisissant et en manifestant le geste unique de l'âme de quelqu'un, son inimitable tenue devant soi, le monde et Dieu, sa façon éternellement originale de dialoguer avec l'absolu. Avec ce regard de "jugement particulier et dernier", il n'a qu'à signifier l'attitude essentielle de n'importe qui et dès lors, ce qu'on peut appeler l'outrance créatrice se trouve réalisée. Ce privilège fait que dans son oeuvre les ordres étrangers de la fiction et de l'existence s'interpénètrent. Dieu de ses créatures, il est souvent providence de ses modèles qui collaborent avec lui à leur vie, et à la sienne, à leur légende et à la sienne.

Son équité ne fit jamais acception de personne. Sa mère adorée, adorable, son père le boucher léonin, qu'il nous montre drapé dans ses tabliers blancs aussi admirablement que Proust habillait la duchesse de Guermantes, et suspendant aux crochets aussi bien que Rembrandt la carcasse d'un boeuf, vont se mêler aux Quinte, à Mme Pô, "bacchante de la mort" qui promenait d'un agonisant à l'autre le célèbre "crucifix de porcelaine", à ces dames Kraquelin, à M. Tombereau-Poulet, à la béatitude du commandant Tite-le-Long et aux ignominies du *Saladier*, pour réapparaitre dans le mémorial épars de ses livres, humiliés, loués, glorieux et traversant agilement les cloisons du romanesque et du souvenir. Il n'épargne pas les présidentes de sa jeunesse; ni ses amies de toujours, les soeurs Pincengrain : Véronique, Eliane et Prisca; ni sa femme, l'Eglise des *Chroniques maritales* et de partout; ni lui-même enfin, directement et à travers ses avatars, de Théophile Brinchanteau à Juste Binche, de Séraphin Térébinthe à M. Godeau, le double définitif.

Qui est M. Godeau ? C'est quelqu'un que "Dieu aime étrangement" et qui s'étant préféré à Dieu, découvre en Dieu "son plus profond danger". Un mystique ne se détourne point de l'absolu, M. Godeau ne se dérobera donc pas au Danger et deviendra l'amateur d'imprudence. Il misera sur ce que Dieu n'enlève à personne entre les personnes, l'immortalité et la liberté, et il perfectionnera consciencieusement le risque de son éternité. "Fou de Dieu", et se préférant, il faut que M. Godeau aille au bout de sa préférence et use Godeau jusqu'à la corde, jusqu'aux os, jusqu'à l'esprit. Ascète inverti de l'orgueil et de l'indispensable luxure, M. Godeau se dépouille systématiquement et meurt lépreux.

Voilà la hauteur, voilà l'abîme où Jouhandeau situe son drame, idéalisé en une des oeuvres les plus originales de ce temps, raconté, expliqué de a à z et les points sur tous les "i" le long d'une confession plus surprenante que celles des plus fameux enfants du siècle. Ce ciel est-il le bon? Cet enfer est-il le vrai ? Une odeur de soufre accompagne Jouhandeau, mais il sent la poudre à pétard aussi et son diabolisme n'est pas sans diableries. Entre l'enfant, l'adolescent et le boucher son père, se tient une armée de jupons maternels sûrement promis, n'est-ce pas ? aux métamorphoses suspectes des *Carnets de don Juan*, aux orgies de délectation morose et aux paradis artificiels de quelques ouvrages que l'auteur attribue à M. Godeau. Cependant, rassurons-nous. L'intelligence ici en jeu est supérieure, intacte la clairvoyance, indubitable la volonté de comparution et d'appropriation; pas de dérobades; pas d'arrêt sur les voies royales de la métaphysique et du mysticisme. Si l'homme n'est pas sans contraintes, l'intention d'assumer le plus possible de lui-même est manifeste, et l'honnêteté de la mauvaise foi est éclatante. "A force de littérature, déplore Véronique, vous vous serez gâté même l'enfer." Fort bien. L'enfer gâte tout et manque de sérieux tant qu'on n'est pas dedans. M. Godeau manque sciemment de sérieux. La lèpre littéraire ronge le professeur Jouhandeau, attire chez lui la foule profane des touristes de lettres et un troupeau de pauvres prudents égarés; à tous il distribue fébrilement, pêle-mêle, des

trésors, des bijoux, des fonds de tiroir, des liasses de banalités et les dernières photos d'Elise. Et en leur ouvrant *Un monde,* recueil de débris et de détritus au titre flagellant, il se colle au visage le masque vulgaire de Maupassant. Toujours la ligne de Godeau : on passe par là, et pour vrai.

Homme intéressant et complexe au suprême degré, Marcel Jouhandeau rayonne une contagion spirituelle authentique, mais qu'on veut à la fin libérer de ses prestiges, soustraire à ses jeux et dégager de ses images; on éprouve le besoin de se purifier le regard, justement pour mieux aimer cet exceptionnel prochain. Exorcisme qui achèvera peut-être de nous *rassurer* en portant notre inquiétude à son comble, car alors Jouhandeau nous apparaît simplement comme un chrétien qui commettrait des péchés mortels.

Jean LE MOYNE.

Faites vos jeux

PECHE DE PSYCHANALYSE

Le 9 avril dernier, nos journaux publiaient le communiqué que voici:

Cité du Vatican, 9 (Reuters) — Le bulletin officiel du clergé romain affirmait hier qu'il est « difficile d'excuser de péché mortel quiconque a recours à la psychanalyse comme méthode de guérison ou qui se soumet à un tel traitement. »

« La méthode psychanalytique devient aisément une école de corruption », lit-on dans l'article en question.

« L'efficacité thérapeutique tant vantée de la psychanalyse est en grande partie démentie par les faits.

« A l'exception de quelques techniques, communes à toutes les méthodes psycho-thérapeutiques, et de quelques résultats éphémères, imputables surtout à la suggestion, la thérapie par la psychanalyse n'a rien pour la recommander à l'attention des médecins sérieux.

« Ces derniers ont, en effet, plus d'une fois souligné les dangers que comporte cette méthode, surtout celui de créer de nouvelles névroses. »

Le bulletin ajoute que l'enseignement des psychanalystes au sujet de la sublimation cause la plus grave inquiétude. Selon cet enseignement, les plus nobles sentiments de l'homme, sentiments religieux, de charité et de mortification chrétienne, ont leurs racines dans ses plus bas instincts.

Bien que ce bulletin fasse autorité, les déclarations qu'il publie ne doivent pas être considérées comme des prononcements officiels de l'Eglise catholique, a dit une source vaticane. Le bulletin est simplement l'organe officiel du vicariat romain, dirigé par son vicaire général, S. E. le cardinal Clemente Nicara.

La même source a dit qu'un prononcement liant l'Eglise entière devrait venir du Pape lui-même, ou du Saint-Office, le tribunal suprême de l'Eglise en matière de foi et de morale.

Ce porte-parole a également dit ne point pouvoir se souvenir que l'Eglise ait formellement proscrit la psychanalyse et il a fait remarquer que les oeuvres de Sigmund Freud, initiateur de cette méthode, n'apparaissaient pas à l'index des livres interdits par le Vatican.

Ces graves accusations ont eu des répercussions importantes. Elles ont troublé des personnes en train de suivre une thérapie analytique. Elles en ont inquiété d'autres qui avaient de cette méthode une opinion favorable et stimulé les attaques des adversaires. Tout cela nous paraît déplorable, parce que le communiqué pose très mal le problème.

Il est évident que la psychanalyse appelle des distinctions et des réserves. Et les psychanalystes catholiques, entre autres, les ont faites à maintes reprises et continuent de les faire. Mais il y a loin entre ces efforts réfléchis pour délimiter l'apport de la psychanalyse et les accusations démesurées auxquelles nous avons affaire ici. Ajoutons que *la partialité des commentaires fournis par l'agence Reuters* en a exagéré la portée, ce qui rend toute l'affaire encore plus regrettable.

Il nous semble donc opportun de faire une mise au point pour limiter les dégâts en replaçant les accusations dans leur véritable perspective.

Relisons pour commencer les commentaires qui accompagnent les accusations rapportées. Dès que l'on perce l'artifice des expressions savamment calculées, on s'aperçoit que deux faits seulement nous sont fournis et que l'un et l'autre contribuent à affaiblir la portée de la nouvelle: 1) l'Eglise n'a jamais condamné la psychanalyse; 2) les accusations que l'on nous communique sont tirées du *Bulletin du clergé romain*. Voilà les deux faits.

Tout le reste est du rembourrage destiné à souffler la nouvelle. Il suffit de regarder de près pour comprendre qu'on n'a affaire qu'à des apparences de précisions: qualificatifs faussement impressionnants, allusion tendencieuse à « S.E. le cardinal Clemente Nicara », emploi incongru du conditionnel, etc. Tout cela vise à augmenter l'importance de la nouvelle. On cherche à amener le lecteur à penser que même si les accusations n'ont pas été faites au nom de l'Eglise, elles sont peut-être l'étape préliminaire d'une condamnation officielle.

Pour le même motif, des détails essentiels sont passés sous silence. Par exemple, on ne nous explique pas que le *Bulletin du clergé romain* joue à Rome le rôle de *la Semaine Religieuse* chez nous, c'est-à-dire qu'il est un mode de communication entre les prêtres du diocèse. On ne rapporte pas, non plus, que ces accusations ne sont, selon les termes mêmes de Mgr Felici, leur auteur, qu'une tentative d'élaboration d'un jugement personnel sur la psychologie freudienne (« *it was an effort at making a personal judgment on Freudian psychology.* » TIME, 21 avril) et que, bien loin de représenter l'attitude de l'Eglise, elles n'engagent même pas le bulletin qui les publie (Idem).

Enfin, lorsque le correspondant écrit que « l'Eglise n'a jamais formellement proscrit la psychanalyse », certains lecteurs ont compris que l'Eglise hésitait encore entre l'approbation et la désapprobation. Ils en ont déduit qu'ils devaient attendre, pour utiliser la psychanalyse, que l'Eglise se prononce. Cette interprétation est tout-à-fait erronée. En effet, la psychanalyse n'appartenant pas proprement au domaine de la morale mais à ceux de la science expérimentale et de l'art, il n'y a habituellement aucune intervention positive de l'Eglise dans ces domaines. Et son silence, au lieu d'être une invite à une abstention prudente, signifie qu'elle ne voit rien de condamnable dans la théorie ou dans la méthode psychanalytique et nous laisse toute liberté d'agir selon les dictées de notre jugement et de notre conscience. Si l'on reprend maintenant les accusation que nous rapportait le communiqué, on s'aperçoit que les précisions que nous venons de faire en limitent considérablement la portée. Nous savons qu'il s'agit *d'une opinion purement personnelle* et que la dite opinion se place dans la perspective d'une situation de fait où l'Eglise permet l'utilisation de la psychanalyse par ses fidèles. Nous savons que Mgr Felici s'adressait à des prêtres qu'il savait au courant de cette situation de fait et habitués à lire dans leur bulletin des communications n'ayant, comme celle-ci, qu'une valeur d'opinion personnelle. Par conséquent, même s'il est catégorique, même s'il évoque le péché mortel, il n'y a pas de raison pour les catholiques qui diffèrent d'avis de s'inquiéter, puisqu'ils trouveront de nombreux moralistes qui ne partagent pas les opinions de Mgr Felici, et que, de plus, l'attitude officielle de l'Eglise ne paraît pas favoriser son point de vue.

Ajoutons, d'ailleurs, que l'auteur aurait probablement mitigé le ton catégorique et la violence de ses avancés s'il avait prévu que la communication atteindrait le grand public. Il n'aurait passé sous silence ni l'attitude officielle de l'Eglise ni le fait qu'il y a présentement dans le monde de

nombreux psychanalystes qui sont des catholiques fervents et qui exercent leur profession avec la pleine approbation de l'Eglise. Il aurait pu ajouter que la psychanalyse dont il parlait était celle que l'on pratique à Rome où la majorité des psychanalystes sont en même temps communistes et montrent peu de respect pour les convictions et les principes religieux de leurs clients.

C'est l'agence Reuters qu'il faut blâmer d'avoir laissé de côté ces précisions dont l'ignorance donne un tout autre sens aux accusations rapportées. Elle est responsable des répercussions regrettables que nous avons énumérées plus haut. Et cette responsabilité est particulièrement grave pour ce qui est des problèmes de conscience soulevés chez les catholiques que le communiqué a surpris en pleine psychanalyse.

Notre propos, jusqu'ici, a été de replacer les opinions de Mgr Felici dans leur véritable perspective afin d'en permettre une interprétation plus relative et plus juste que celle suggérée par le communiqué. Il nous reste à exposer l'opinion plus nuancée et d'application plus générale que les psychanalystes catholiques ont adoptée et continuent d'élaborer. Nous le ferons dans un second article, à paraître dans la prochaine livraison.

Il nous semble opportun, cependant, de souligner dès maintenant que cette opinion, tout en étant très éloignée de la position des psychanalystes freudiens orthodoxes, l'est encore plus de celle qu'énonce Mgr Felici. En effet, les psychanalystes catholiques tiennent pour important et original l'apport valide de Freud et de ses disciples à nos connaissances psychologiques et à l'art thérapeutique, tout en étant pleinement conscients des insuffisances et des erreurs graves de leur philosophie matérialiste et athée. L'essentiel de la psychanalyse freudienne peut-il être intégré avec profit dans la perspective de la religion catholique? L'avenir nous le dira. Les catholiques n'ont besoin de personne pour comprendre que cette intégration pose de multiples problèmes, que ces problèmes sont délicats et difficiles à résoudre. Beaucoup même vont plus loin que l'Eglise n'exige et sont d'avis qu'étant données les lacunes de notre science, la grossièreté de notre art thérapeutique et l'importance des risques qui s'ensuivent, les catholiques ne devraient se faire analyser que par un analyste qui partage leur croyance. Et tous ont la conviction que ce serait une erreur magistrale pour nos savants que de se détourner de la psychanalyse; erreur qui devient de plus en plus difficile d'ailleurs, puisque la psychanalyse est en train de pénétrer la psychologie aussi intimement que l'évolution a pénétré la biologie, et la relativité, la physique.

Georges DUFRESNE.

Flèches de tout bois

LES AMITIES PARTICULIERES

Les paragraphes suivants sont extraits du discours prononcé par Mgr Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, à l'inauguration de l'Ecole de Commerce. Le texte du Recteur a été enregistré au magnétophone.

"Le Gouvernement de la Province a beaucoup fait, Mesdames et Messieurs, sur cette Cité Universitaire. Le pavillon du génie forestier est là pour l'attester. Cette Ecole Supérieure de Commerce le dira de plus en plus aux générations qui suivront, et d'autres constructions, qui se feront, qui s'élèveront bientôt sur les terrains de la Cité, le démontreront également. Nous avons bénéficié beaucoup des largesses et de la générosité du gouvernement provincial et je tiens à profiter de cette occasion, d'ailleurs c'est mon devoir de le faire, et je le fais avec un très grand plaisir, pour remercier l'Honorable monsieur Maurice Duplessis de tout ce que nous lui devons, de tout ce qu'il a fait pour l'Université. Et s'il en est un qui sait ce que nous devons à l'Honorable Maurice Duplessis, c'est bien moi ! Personne à l'Université n'approche le Premier Ministre de si près que le Recteur de Laval, et j'en remercie la Divine Providence, et j'en remercie aussi la courtoisie, l'amabilité de l'Honorable Premier Ministre.

"Eh bien, je sais fort bien des choses que vous ne savez pas; je sais fort bien des générosités qui nous sont arrivées de droite et de gauche, je sais fort bien que certaines sommes d'argent sont tombées dans les caisses de l'Université depuis quelques années, sans que la chose ait été publiée, sans que la chose ait été connue, si ce n'est par le Recteur et ses Conseillers immédiats, et que tout cela, nous le devons à la gentillesse, à la générosité, à la grande amabilité, j'allais dire et je veux le dire, à l'amitié sincère que monsieur Duplessis veut bien avoir pour le Recteur de l'Université Laval, comme d'ailleurs, il sait bien lui aussi, qu'en retour, il peut compter sur la sincérité et sur la ténacité de l'amitié profonde du Recteur de Laval pour lui. Je tenais à dire cela, parce que je crois que l'Honorable monsieur Maurice Duplessis, comme son gouvernement d'ailleurs, mais surtout lui personnellement, mérite qu'on dise ces choses-là; et je sais, d'ailleurs, que vous-mêmes, vous êtes heureux d'apprécier ce que le gouvernement a fait pour nous, ce dont il importe de remercier le Premier Ministre."

C'est sans doute pour ne pas faire de jaloux que Mgr Vandry dit "de droite et de gauche", car nous sommes intimement convaincus que ces "sommes d'argent" venaient surtout de droite ...

En outre, le Recteur de Laval ferait bien de préciser, dans un prochain discours, s'il s'agissait de fonds publics ou de fonds privés. Dans le premier cas, nous serions moins qu'enchantés d'apprendre que le fruit de nos impôts peut prendre le chemin (même le droit chemin) des caisses de

l'Université Laval "sans que la chose ait été publiée, sans que la chose ait été connue si ce n'est par le Recteur et ses Conseillers immédiats."

Nous aimerions bien, au contraire, que le premier ministre pousse la "gentillesse" jusqu'à renseigner les contribuables sur l'emploi des deniers publics.

G. P.

LES CONFUSIONS BIEN NOURRIES

On parle volontiers d'éducation ouvrière; le temps est venu, croyons-nous, de délaisser les ouvriers, dont l'éducation fait des progrès sensibles, pour passer à des classes beaucoup plus négligées, beaucoup plus mal en point.

L'interrogatoire suivant, extrait des notes sténographiques officielles du Palais de Justice, en dit long sur la philosophie qui se trouve à la base des honoraires de certains médecins. Qu'on se donne la peine de les lire; les commentaires viendront d'eux-mêmes.

L'AVOCAT:

D — Docteur X, vous avez mentionné comme dernier facteur d'appréciation de la valeur des services d'un médecin, la capacité du malade de payer, n'est-ce pas ?

R — Oui.

D — Selon vous, est-ce que cela a une portée importante dans l'évaluation de la valeur des services d'un médecin envers son client ?

R — Oui, cela a beaucoup d'importance.

D — Voulez-vous m'expliquer quelle différence vous faites entre un patient qui a la capacité de payer et l'état de fortune d'un patient. Et je m'explique. Supposez que vous ayez deux patients qui aient tous deux les fonds voulus, l'argent voulu pour payer un compte qui leur est présenté; est-ce que, de ces deux patients-là, vous allez faire une différence pour le patient qui est plus riche que l'autre ?

R — Il est probable que je ferai une différence entre celui qui est plus riche et l'autre qui est moins riche.

D — Pourquoi?

R — De même que je le ferais entre celui qui ne peut pas payer du tout et celui qui peut payer un peu, dans la même proportion.

D — Je comprends bien que de l'individu qui ne peut pas payer physiquement, vous ne pouvez vous attendre à avoir le même compte que pour un patient qui peut payer, prenons cela pour acquis. Mais, entre deux patients qui peuvent tous les deux payer. Supposons deux patients dont les revenus soient supérieurs à mettons $25,000 par année, et qui pourraient l'un et l'autre payer un compte de $6,000, $7,000 ou $8,000, feriez-vous en outre une différence pour celui des deux patients dont les revenus seraient plus élevés que l'autre ?

R — J'aurais raison, à mon avis, de faire une différence.

D — Et pourquoi ?

R — Toujours . . .

D — Le service étant exactement le même ?

R — Parce que le service étant le même, les conséquences du résultat de mon traitement sont probablement plus importantes pour celui qui est plus riche que pour celui qui est moins riche.

Celui qui est plus riche peut, n'est-ce pas, être à la tête d'une industrie importante, il peut employer beaucoup d'ouvriers, en faire vivre plu-

sieurs, et je crois que dans ces cas-là, sa vie est plus importante que la vie de celui qui n'emploie qu'un petit nombre d'ouvriers.

LA COUR:

D — Etes-vous sérieux, docteur, lorsque vous dites cela? Est-ce que la vie d'un homme qui n'est pas très fortuné n'est pas aussi importante pour lui et sa famille que la vie d'un homme très fortuné ?

R — Oui, mais ... C'est entendu au point de vue de la vie, la vie est bien importante pour un homme pauvre aussi. Mais les conséquences de la mort d'un homme riche sont plus grandes et peuvent entraîner des plus grandes perturbations que la mort d'un homme pauvre qui a sa famille à faire vivre, tandis que l'autre a peut-être une très grosse industrie qui permet à un grand nombre d'ouvriers de vivre.

Je crois que la vie de cet homme a plus de valeur.

D — Celui qui est très fortuné et qui décède, laisse l'argent à sa famille pour vivre, et celui qui ne l'est pas et qui décède laisse souvent sa famille dans la misère. Vous ne considérez pas ce point de vue-là dans l'importance du décès?

R — C'est très important, mais sa famille, en somme, il a sa famille qui serait dans le besoin à la suite de sa mort, tandis que dans le cas de l'autre, il y a plusieurs familles de ses employés qui seraient peut-être perturbées.

D — Quand quelqu'un est à la tête d'une grosse industrie, il est généralement bien organisé, il a des subalternes ou des associés qui peuvent continuer son affaire, tandis que le père de famille qui n'est pas fortuné laisse souvent sa famille dans la pénurie et dans la misère ?

R — J'admets que c'est aussi important au point de vue vie. Mais à ce compte-là, on ne pourra jamais évaluer l'existence d'un homme plus que celle d'un autre.

L'AVOCAT :

D — Docteur, ne croyez-vous pas réellement que la vraie mission du médecin n'est pas de protéger les valeurs financières des individus, qu'il ne doit pas donner plus de soins à quelqu'un qui à cause de sa condition sociale a plus d'importance dans la vie ? N'est-ce pas plutôt de prodiguer ses soins pour ramener la santé à un corps qui est malade ?

R — Je n'ai jamais dit que le médecin donnera moins de soins au pauvre qu'au riche, mais dans l'évaluation de sa note d'honoraires, je crois que cela devra compter. Ça ne veut pas dire que le médecin soignera moins bien le pauvre.

Vous avez l'exemple, tous les jours, dans les hôpitaux, de gens pauvres qui sont soignés par des spécialistes et auprès desquels les spécialistes passent des heures et des heuree. Il n'est pas question de rémunération. Le dévouement est aussi grand chez un pauvre que chez un riche, mais dans l'évaluation de la note d'honoraires, il faut se baser sur quelque chose et je crois que la valeur de l'homme traité contribue pour beaucoup.

D — Là où je vous saisis moins, c'est quand vous évaluez la valeur de la proportion de rétribution du médecin en proportion de la valeur financière du malade. Est-ce qu'un individu qui serait trois fois plus riche qu'un autre devrait payer trois fois plus cher son médecin que l'autre, pour les mêmes services ?

R — S'il est plus riche, attendu que le médecin traite beaucoup de gens pour rien, s'il est plus riche, il doit payer davantage.

D — C'est votre prétention ?

R — Oui.

Et le témoin ne dit rien de plus.

LITTERATURES COMPAREES

Tino Rossi, tel que vu par "Le Monde"

Après son triomphal succès à l'A.BC. de Paris, Tino Rossi a tenu à venir chanter pour ses amis canadiens. C'est en effet samedi qu'il débutera sur la scène du St-Denis, pour une semaine. Toute la critique parisienne a été unanime lors de son séjour d'un mois à l'A.B.C., pour dire que Tino Rossi est et sera longtemps, le roi de la chanson de charme. Voici ce qu'en disait *Le Monde*, en date du 5 mars dernier.

Il est bien gentil, ce monsieur Tino Rossi. Quelle simplicité! ... "Merci! Merci!", nous disait-il, après chacune des chansons qu'applaudissaient nos voisines. Et l'on sentait qu'il disait presque: "Pardon! pardon!". Il est tout à fait franc, ce M. Tino Rossi. Dès qu'il entre en scène, il lâche tout. "Ma guitare et mon coeur, dit-il, sont pour moi le seul bonheur." Mais tenez pour certain que son coeur recèle plus de trésors que sa guitare ... d'autant plus qu'il n'a pas de guitare, estimant probablement qu'il a d'autres cordes à son arc. Quelle passion de l'entendre chanter l'Ave Maria de Schubert en latin d'abord, en français ensuite ... Il est quand même bien aimable, ce M. Tino Rossi. Près de moi on griffait le velours des fauteuils: *Jolie pluie d'été ... Va, mon ami, va ...*

M. Tino Rossi à l'A.B.C.

Il est bien gentil, ce M. Tino Rossi. On ne saurait dire qu'il surcharge son filet de voix de pêcheur corse d'inflexions excessivement cérébrales, mais quelle simplicité! ... "Merci! merci!", nous disait-il après chacune des chansons qu'applaudissaient nos voisines. Et l'on sentait qu'il disait presque: "Pardon! pardon!", de l'air dont les garçons coiffeurs vous demandent s'ils vous font mal, messieurs, quand ils en arrivent à la fossette du menton. D'ailleurs, pas plus qu'eux il n'écoutait notre réponse.

Il est tout à fait franc, ce M. Tino Rossi. Dès qu'il entre en scène, dans son complet marine attendri d'un gris perle de cravate, il ... lâche tout. "Ma guitare et mon coeur, dit-il, sont pour moi le seul bonheur." Mais tenez pour certain que son coeur recèle plus de trésors que sa guitare ... d'autant plus qu'il n'a pas de guitare, estimant probablement qu'il a d'autres cordes à son arc. Oh! quelle Passion de l'entendre chanter l'*Ave Maria* de Schubert, en latin d'abord (on a lu les pages roses), en français ensuite ...

Il est quand même bien aimable, ce M. Tino Rossi. Près de moi on griffait le velours des fauteuils: *"Jolie pluie d'été ... Va, mon ami va ... Chérie, sois fidèle ... Sénénade sur Paris ..."* Je vous en passe. Sur un fond

Chérie, sois fidèle ... *Sérénade sur Paris* ... et je vous en passe. Nous étions envoûtés par le charme de ses chansons et nous avons regardé descendre de la lune quelques rayons de miel. Mais qu'il est donc sympathique ce M. Tino Rossi. — (Le Monde, H. M.)

(Nos Journaux, avril 1952).

de rideaux bleus où se détachait une guitare d'or, accompagné — très bien, vraiment — par l'ensemble de Pierre Spiers, nous avons regardé descendre de la lune quelques rayons de miel.

Mais qu'il est donc sympathique, ce M. Tino Rossi!

H. M.

("Le Monde", 5 mars 1952.)

PAS DE PARTI PRIS

Page 8: "Si l'on meurt toujours seul, en revanche on vit avec les autres, nos semblables, nos frères (...)
Une étroite interdépendance nous relie les uns aux autres en un indissoluble faisceau ..."

Roger Duhamel,
de l'Académie canadienne-française.

Page 77: "On a répété qu'on meurt toujours seul. Ce qui est encore plus grave, c'est qu'on vit seul également et que les fragiles passerelles tendues pour effectuer de présomptueux échanges n'entraînent que désillusions et regrets ..."

Roger Duhamel,
de l'Académie canadienne-française.

(Extraits de l'*Action Universitaire*, janvier 1952.)